



MICROFICHE N°

07654

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F

1

REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE

ANDR 4654

BUDGET ECONOMIQUE 1992

AGRICULTURE, PECHE ET

INDUSTRIES AGRO ALIMENTAIRES

Décembre 1991

BUDGET ECONOMIQUE 1992

.....

AGRICULTURE, PECHE ET
INDUSTRIES AGRO ALIMENTAIRES

Dicembre 1991

APERCU GLOBAL
APERCU SECTORIEL
ANNEXES

APERCU GLOBAL

LES RESULTATS DE L'ANNEE 1991

LES RESULTATS DE L'ANNEE 1991

	<u>Page</u>
I- LA PRODUCTION	1
II- LES INVESTISSEMENTS	4
III- LA BALANCE COMMERCIALE	6
IV- LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT	7

LES RESULTATS DE L'ANNEE 1991

I- LA PRODUCTION :

L'année 1991, année terminale du VIIème Plan, a fait suite à une année 1990 qui était supérieure à la moyenne de par les résultats enregistrés au niveau de la production agricole en général, et de certains produits en particulier.

En effet, en 1990 la production céréalière avait dépassé 16 millions de quintaux, celle des produits maraîchers a réalisé des records au niveau de la pomme de terre et de la tomate, la production d'huile d'olive avait repris en passant de 54.000 tonnes en 1989 à 130.000 tonnes en 1990 et la production de fruits a aussi augmenté. Seul le secteur de la pêche avait accusé une décélération de son rythme de croissance en 1990.

Sur la base de ces données, les prévisions pour 1991 tablaient sur une stagnation de la production agricole, et une légère baisse de sa valeur ajoutée (-0,7 %), ce qui revient, globalement à un maintien des mêmes niveaux de production enregistrés en 1990, ce maintien étant considéré comme une performance compte tenu du fait que les résultats de 1990 étaient supérieurs à la moyenne.

Le démarrage de la campagne agricole 1990-91 a été plutôt difficile avec une pluviométrie inférieure à la moyenne en automne. Toutefois, les conditions se sont améliorées par la suite avec une pluviométrie suffisante et bien répartie dans le temps. Pratiquement toutes les cultures ont bénéficié de la pluviométrie, bien que cette dernière ait causé dans certains cas des retards dans l'exécution de certains travaux agricoles (repiquage de la betterave, traitement des champs céréaliers, etc.).

Les conditions climatiques ayant prévalu au cours du printemps 1991 étaient excellentes. La pluviométrie de fin Avril-début Mai a permis d'améliorer considérablement la physionomie des champs céréaliers, laissant présager une excellente récolte.

La production céréalière a atteint en 1991 le niveau exceptionnel de 25,5 millions de quintaux, soit un record absolu, dû essentiellement à une amélioration des rendements plutôt qu'à une extension des superficies.

La production d'huile d'olive a atteint 165.000 tonnes, soit le meilleur niveau enregistré depuis le démarrage du VIIème Plan.

L'arboriculture fruitière a connu une évolution plutôt timide. Si la production des fruits d'été a augmenté, celle des agrumes, des dattes et des amandes a plutôt régressé. Il est toutefois à noter la bonne qualité des dattes produites en 1991.

La production maraîchère continue, d'une campagne à une autre, d'enregistrer de bons résultats. La production de pomme de terre et de tomates a atteint des niveaux records, celle de melons-pastèques s'est maintenue au niveau de 450.000 tonnes, et seul l'artichaut passe plutôt par une période difficile.

Le secteur de l'élevage s'est repris en 1991 en enregistrant un taux de croissance de 4,6 % (contre 1,2 % en 1990), et ce grâce à l'évolution de la production de la viande bovine et de la viande de volaille, ainsi que celle des oeufs et du lait.

La pêche passe actuellement par une période caractérisée par des difficultés de diverses natures qui ont fait que la production de ce secteur n'a pas atteint le niveau enregistré à la fin des années 80 (103.000 tonnes en 1988). En 1991, la production de la pêche s'est située au niveau de 90.000 tonnes contre 88.600 en 1990.

Compte tenu de ces résultats, le secteur de l'agriculture et de la pêche, après avoir enregistré une croissance de 27,4 % en 1990, réalise en 1991 une progression de 15,3 % de sa valeur ajoutée contre une prévision de -0,7 %. Cette performance a permis de redresser significativement la situation économique générale dans le pays qui a souffert des conséquences de la crise du Golfe.

Les résultats du secteur agricole en 1991 ont contribué à concurrence de 62 % dans la réalisation de la croissance du produit intérieur brut du pays (3,5 %).

EVOLUTION DES PRINCIPALES PRODUCTIONS AGRICOLES
(en 1.000 tonnes)

	1990	1991	Accrois.
Céréales	1633	2551	+ 56,2 %
Huile d'olive	130	165	+ 26,9 %
Agrumes	237	226	- 4,6 %
Dattes	81	75	- 7,4 %
Pomme de terre	217	220	+ 1,4 %
Tomates	530	590	+ 11,3 %
Viandes rouges	78	80	+ 2,6 %
Viande de volailles	46	52	+ 13,0 %
Lait	400	419	+ 4,8 %
Poissons	89	90	+ 1,1 %
Production agricole totale aux prix constants de 1990	2049 MD	2346 MD	+ 14,5 %
Valeur ajoutée du secteur aux prix constants de 1990	1583 MD	1825 MD	+ 15,3 %

Concernant le secteur des industries agro-alimentaires, il aurait réalisé en 1991 une croissance de 7 % de sa valeur ajoutée. Les sous-secteurs des huiles et des conserves ont été à l'origine de cette croissance, alors que les autres sous-secteurs n'auraient progressé que modérément.

En effet, et compte tenu de l'importance de la production d'olives à huile, de tomate, de fruits d'été et de sardine, les industries de transformation de ces produits ont enregistré les taux de croissance les plus élevés parmi les différentes branches d'activité du secteur.

Il reste à noter que le secteur des industries agro-alimentaires continue à souffrir de certains problèmes qui influent directement sur son rendement. Parmi ces problèmes nous citons en particulier :

- l'instabilité de son approvisionnement par suite des variations enregistrées au niveau de la production agricole, ce qui a une répercussion directe sur la rentabilité du secteur,

- les difficultés d'écoulement de la production en dehors de nos frontières à la suite d'une faible compétitivité de nos produits, particulièrement du point de vue prix (le cas de la tomate et de la sardine en conserve est édifiant),

- le faible taux d'encadrement technique au niveau des unités de transformation conjugué à une formation et un recyclage du personnel limités, et

- la sous-exploitation des équipements installés, ce qui grève lourdement les charges de production.

CROISSANCE DE LA PRODUCTION DES DIFFERENTS
SOUS-SECTEURS DE LA BRANCHE "AGRO-ALIMENTAIRE" EN 1991

	Croissance en %	Contribution à la croiss.
Abattage	+ 7,1 %	15,2 %
Industries laitières	+ 3,8 %	3,3 %
Transformation de céréales	+ 5,3 %	11,6 %
Fabrication d'huiles	+ 26,4 %	41,8 %
Conserveries	+ 21,3 %	15,9 %
Industries du sucre	+ 9,0 %	5,5 %
Ind. alim. diverses	+ 2,1 %	2,1 %
Fabrication de boissons	+ 4,8 %	2,9 %
Industrie du tabac	+ 4,3 %	1,7 %
Production totale du secteur aux prix constants de 1990	1003 MD + 9,8 %	100,0 %
Valeur ajoutée du secteur aux prix constants de 1990	321 MD + 6,9 %	

II- LES INVESTISSEMENTS :

La reprise des investissements agricoles, constatée après la sécheresse, s'est poursuivie en 1991. Après l'augmentation de 13 % des investissements agricoles en 1990, il est enregistré en 1991 un niveau d'investissements de 471 millions de Dinars, représentant un accroissement de près de 20% par rapport au niveau de 1990.

La répartition de ces investissements fait ressortir les constatations suivantes :

- une reprise des investissements dans le sous-secteur de l'hydraulique agricole après la baisse accusée en 1990,

- une importante augmentation des investissements dans les sous-secteurs de l'arboriculture, du matériel agricole, des forêts et de la conservation des eaux et du sol, et de l'élevage ; et une stagnation des investissements dans le sous-secteur de la pêche.

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES
(en millions de Dinars courants)

	1989	1990	1991	Variation 91/90
Hydraulique	140	134	156	+ 16,4 %
Elevage	40	37	48	+ 29,7 %
Pêche	17	18	48	-
Matériel agricole	22	34	46	+ 35,3 %
Arboriculture	35	51	61	+ 19,6 %
Etudes, rech. vulg.	8	9	11	+ 22,2 %
Forêts et CES	21	40	53	+ 32,5 %
Divers	34	11	47	+ 14,6 %
T O T A L	347	393	471	+ 19,8 %

Ce sont essentiellement l'Administration et les Entreprises Publiques qui ont contribué à l'accroissement des investissements en 1991. Le démarrage des différentes stratégies sous-sectorielles décennales (hydraulique, conservation des eaux et du sol, forêts) a sensiblement contribué à l'augmentation des investissements. Pour les agriculteurs privés, leurs investissements ont évolué de 13 % entre 1990 et 1991. Les sous-secteurs de l'arboriculture, du matériel et de l'élevage étaient à l'origine de cette évolution.

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES PAR OPERATEUR
(en millions de Dinars courants)

	1989	1990	1991	Variation 91/90
Administration	148	189	234	+ 23,8 %
Entreprises Publiques	55	29	40	+ 37,9 %
Entreprises privées	144	175	197	+ 12,6 %
T O T A L	347	393	471	+ 19,8 %

Pour ce qui est du financement des investissements agricoles, la caractéristique de prépondérance de l'intervention directe et indirecte du budget de l'Etat reste encore valable, quoiqu'il soit constaté une légère reprise au niveau de la participation des agriculteurs par leurs fonds propres dans le financement des investissements. Le crédit bancaire, quant à lui, et après avoir enregistré une augmentation en 1990, continue à augmenter tant en volume (+27%) qu'en part relative..

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES
(en millions de Dinars courants)

	1989		1990		1991	
	Volume	Part	Volume	Part	Volume	Part
Budget	230	66 %	251	64 %	297	63 %
Créd. Banc.	50	14 %	60	15 %	76	16 %
Fonds prop.	67	20 %	82	21 %	98	21 %
T O T A L	347	100%	393	100%	471	100%

III- LA BALANCE COMMERCIALE :

La balance commerciale alimentaire a été marquée par la réalisation d'un résultat exceptionnel en 1991, matérialisé par un excédent de 165 millions de Dinars et un taux de couverture des importations par les exportations de 156 % pour les onze premiers mois de l'année.

Cette performance a été la résultante de la conjugaison de deux facteurs :

- une baisse importante des importations, particulièrement celles des produits céréaliers (suite à une production supérieure à la moyenne en 1990),

- une progression spectaculaire des exportations, surtout les exportations d'huile d'olive qui ont totalisé près de 160.000 tonnes au cours des onze premiers mois de l'année 1991, alors que les exportations des produits de la mer ont plutôt accusé une baisse.

Les résultats provisoires des onze premiers mois de l'année 1991 font ressortir un volume d'importation de 293 millions de Dinars, un volume d'exportation de 458 millions de Dinars, un solde positif de 165 millions de Dinars, et un taux de couverture des importations par les exportations de 156 %.

EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE ALIMENTAIRE

	1989	1990	11 mois 1991	1991*
Exportations	267 MD	321 MD	458 MD	480 MD
Importations	549 MD	444 MD	293 MD	321 MD
Solde	-282 MD	-123 MD	+165 MD	+159 MD
Couverture	49 %	72 %	156 %	150 %

* Probable.

IV- LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT :

1- Les choix fondamentaux :

Le principe de la priorité accordée au secteur agricole dans la stratégie de développement a été confirmé et consolidé par l'intérêt particulier manifesté par les pouvoirs publics.

Cet intérêt s'est matérialisé par plusieurs mesures dont notamment l'inscription d'un point permanent dans l'ordre du jour des Conseils des Ministres qui traitera de la situation du secteur agricole. Cette décision permettra le suivi, au plus haut niveau, de l'évolution du secteur, de ses performances, et surtout des problèmes auxquels il sera éventuellement confronté, afin de leur apporter les solutions adéquates.

Par ailleurs, et dans le but de faire participer toutes les forces vives de la nation dans l'effort de conception de la politique de développement du secteur, il a été décidé la création d'un Conseil National du Développement Agricole dont la mission est de contribuer à la réflexion et à la proposition de solutions aux grands dossiers de l'agriculture.

2- Les terres domaniales :

Après une large consultation, plusieurs conseils ministériels restreints ont été consacrés à ce sujet; et il a été retenu ce qui suit :

- confirmation du principe de la location des terres domaniales, avec fixation de la durée du bail à 25 ans renouvelable,
- la restructuration des terres domaniales devrait répondre à l'impératif de la rentabilité économique, avec modulation des superficies des fermes de sorte qu'elles répondent au principe de la bonne gestion et de l'efficacité,
- le montant du bail pour les sociétés de mise en valeur sera déterminé sur la base des prix pratiqués dans des fermes voisines similaires du point de vue potentialités,
- installation de jeunes agriculteurs et de techniciens sur des lots viables tout en renforçant l'encadrement de ces agriculteurs, et
- faire bénéficier les sociétés de mises en valeur promues par des groupes de jeunes agriculteurs des mêmes avantages accordés aux jeunes agriculteurs individuellement.

Une Commission permanente auprès du Ministre de l'Agriculture est chargée du suivi de l'exécution de cette réforme.

3- Le crédit agricole :

Dans le cadre de la réforme du système de crédit agricole, plusieurs mesures ont été prises, ayant pour objectif de faire du crédit agricole un instrument de développement répondant aux exigences de la rationalité de gestion. Dans ce cadre, au cours de l'année 1991 il a été décidé de :

- réviser les conditions et les modalités d'octroi de l'aide du Fonds de Coopération et de Mutualité dans le sens de l'octroi d'un crédit complémentaire d'investissement couvrant 25 % du montant total de l'investissement pour une durée maximum de 12 ans avec un délai de grâce de 5 ans au maximum et un taux d'intérêt de 8,5 %,

- réviser les barèmes du crédit de campagne pour les céréales au titre de la campagne 1990-91 comme suit :

- * Blé : Zone I : 273 D/Ha contre 224 D/Ha,
Zone II : 183 D/Ha contre 175 D/Ha,

- * Orge : Zone I : 172 D/Ha contre 169 D/Ha,
Zone II : 152 D/Ha contre 148 D/Ha,
Zone III : 67 D/Ha contre 64 D/Ha.

- relever les taux d'intérêt des crédits FOSDA et FOSEP de un demi point.

4- Les prix et la commercialisation :

Au cours d'un Conseil Ministériel Restreint, la question de la politique des prix et de la commercialisation des produits agricoles a été traitée et les décisions suivantes ont été prises :

- adoption pour les produits de base soumis à la taxation, d'une politique des prix à la production qui tient compte de l'évolution des coûts de production et annonce de ces prix à la veille de chaque campagne,

- confirmation du principe de la liberté des prix pour les autres produits,

- révision de l'organisation des Groupements Inter-professionnels pour leur permettre de mieux jouer le rôle de régulation des marchés.

D'autres mesures ayant trait aux prix et à la commercialisation ont été prises. Elles ont concerné :

- la révision des prix à la production pour l'huile d'olive au titre de la campagne 1990-91 :

- * huile super : 1.750 D/T contre 1.710 D/T en 1989-90
 - * huile lampante : 1.390 D/T contre 1.360 D/T en 1989-90.

- la révision en Juillet 1991 des prix du lait à la production :

- * lait non réfrigéré :
 - . à la ferme : 300 millimes le litre,
 - . au centre de collecte : 315 millimes le litre,
 - . rendu quai usine : 315 millimes le litre.
- * lait réfrigéré :
 - . à la ferme : 310 millimes le litre,
 - . au centre de collecte : 325 millimes le litre,
 - . rendu quai usine : 325 millimes le litre.

Ces prix s'entendent comme des prix planchers. Par ailleurs, la prime de collecte est passée de 30 à 35 millimes le litre.

- la révision des prix à la production des céréales au titre de la campagne 1991-92 :

- * blé dur : 26,000 D/Ql contre 24,500 D/Ql,
- * blé tendre : 22,500 D/Ql contre 20,900 D/Ql,
- * orge : (prix plancher) 15,000 D/Ql avec libéralisation de sa commercialisation.

- l'augmentation des prix à la production de la betterave à sucre au titre de la campagne 1991-92 de 3 Dinars par tonne :

- * en sec : 41,5 D/T (base 100 correspondant à une richesse en sucre de 15 %) à 47,5 D/T (richesse 20 %),
- * en irrigué : 32 D/T (base 100 correspondant à une richesse en sucre de 15 %) à 36,7 D/T (richesse 20 %).

- la révision des prix minima à la production des dattes :

- * Deglet Nour branchée : 1.400 D/T contre 1.300 D/T,
- * Deglet Nour Standard : 1.200 D/T contre 1.100 D/T.

- l'augmentation des prélèvements sur la poudre de lait importée :

- * 368 millimes par Kg de poudre à 26 % de matière grasse contre 102 millimes,
- * 735 millimes par Kg de poudre à 0 % de matière grasse contre 245 millimes.

- la révision des prix des engrais chimiques, conformément aux principes du Programme d'Ajustement Structurel Agricole. Cette révision annoncée le 2 juillet 1991 a concerné :

- * le Super 16 % : la subvention sur cet engrais a été totalement éliminée, le Super 16 % se vend à son prix coûtant (de l'ordre de 85 D/T),
- * le Super 45 % : le prix de gros est passé de 122 D la tonne à 141 D,
- * l'Ammonitre : le prix de gros est passé de 123 D/T à 140 D/T,
- * le D.A.P. : le prix de gros est passé de 169 D/T à 188 D/T.

Il importe de rappeler qu'à partir de la campagne 1987/88, les marges de distribution des engrais ont été totalement libérées.

- l'intervention du Groupement Interprofessionnel des Légumes à partir du 3 Juin 1991 pour l'achat de pomme de terre de moyen et gros calibres sur la base de 200 D/T.

- le renouvellement de l'accord Tunisie-CEE pour une durée de trois ans (jusqu'au 31 décembre 1993) portant sur l'exportation, en franchise, de 46.000 tonnes d'huile d'olive tunisienne sur la CEE.

En plus, dans le cadre de la libéralisation de l'économie, et dans le but de permettre aux agriculteurs de reconstituer leur parc de matériel agricole par suite des difficultés rencontrées ces dernières années, il a été décidé de libéraliser l'importation des tracteurs agricoles sur la base d'un cahier des charges.

LE BILAN DU VII^{ème} PLAN

LE BILAN DU VII^{ème} PLAN

	<u>Page</u>
I- LES RESULTATS QUANTITATIFS	12
II- LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT	18
III- LES REALISATIONS	18

LE BILAN DU VIIème PLAN

I- LES RESULTATS QUANTITATIFS :

1- La production :

Le démarrage du VIIème Plan a été favorable, avec une production en 1987 qui a dépassé les prévisions. Mais en 1988 et 1989, le secteur est passé par une période de sécheresse prolongée qui a sérieusement affecté la production et détruit une partie du capital productif (dépérissement de centaines de milliers d'arbres fruitiers dans le Centre et le Sud). Le cheptel n'a pu résister que grâce à un vaste programme de sauvegarde.

La situation s'est nettement améliorée en 1990, et encore plus en 1991 qui était une année record pour le secteur. En effet, après avoir enregistré une croissance de 27,4 % en 1990, le secteur a consolidé cette croissance en 1991 avec une progression de 15,3 % provenant essentiellement d'une excellente production céréalière (25,5 millions de quintaux), et d'un bon comportement des autres sous-secteurs à l'exception de celui de la pêche qui passe par une période plutôt difficile.

D'une manière générale, il peut être avancé que le VIIème Plan était "le plan des extrêmes" pour le secteur agricole. Les résultats du secteur durant ce Plan ont été très variables d'une année à une autre.

Au cours du VIIème Plan, la production agricole et de pêche, exprimée aux prix constants de 1980 a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 3,7 % pour une prévision de 6,4%, alors que la valeur ajoutée s'est accrue de 3,1 % par an en moyenne contre une prévision de 5,8 %. Ces taux paraissent, à première vue, en deçà des prévisions; mais constituent en réalité une performance compte tenu du fait que le secteur a subi, deux années de suite, la plus sévère des sécheresses connues dans l'histoire proche de l'agriculture tunisienne, et dont les effets ne se sont pas limités uniquement aux années 1988 et 1989, mais ont également affaibli aussi bien le secteur (nécessité de reconstitution du capital détruit) que les agriculteurs (baisse des revenus et des capacités de financement).

Etant donné le phénomène de variabilité de la production agricole d'une année à une autre, il serait plus prudent d'évaluer les réalisations du secteur en se référant à la moyenne annuelle de la période du VIIème Plan et en la comparant à la moyenne des Plans précédents. Sur cette base, la production agricole et de pêche a augmenté, en volume global, de 17,3 % au cours du VIIème Plan par rapport à la moyenne du VIème Plan.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE MOYENNE
AU COURS DES PLANS DE DEVELOPPEMENT
(aux prix constants de 1980)

	Moyenne IV Plan	Moyenne V Plan	Moyenne VI Plan	Moyenne VII Plan
Production (accroissement)	531 MD -	590 MD (+11 %)	679 MD (+15 %)	797 MD (+17 %)
Valeur ajoutée (accroissement)	456 MD -	486 MD (+ 7 %)	550 MD (+13 %)	634 MD (+15 %)

Il ressort du tableau précédent que le rythme de croissance de la production et de la valeur ajoutée agricole s'améliore d'un Plan à un autre. Cette évolution est le résultat de la conjugaison de plusieurs facteurs dont notamment le niveau technique atteint par les agriculteurs et l'environnement général favorable à la promotion du secteur.

Toutefois, ceci ne devrait pas occulter le fait que le secteur ne soit pas encore parvenu à assurer une exploitation optimale des ressources dont il dispose. Les exemples dans ce domaine sont multiples et l'on peut citer à titre indicatif les faibles taux d'intensification dans les périmètres irrigués et les faibles niveaux d'utilisation des engrais.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION DES
PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES
(en 1.000 Tonnes)

	Moyenne VI Plan	Moyenne du VII ^e Plan		
		Prévue	Réalisée	% de réal.
céréales	1.176	1.350	1.408	104 %
huile d'olive	97	120	113	94 %
agrumes	194	273	240	88 %
dattes	56	72	72	100 %
pomme de ter.	143	200	197	99 %
tomates	378	454	490	108 %
viande rouge	67	83	80	96 %
viande volai.	42	48	47	98 %
lait	290	431	385	89 %
poissons	77	119	95	80 %
Production	679 MD	860 MD	797 MD	93 %
Val. ajoutée	550 MD	675 MD	634 MD	94 %

En ce qui concerne le secteur de l'agro-alimentaire, sa valeur ajoutée a enregistré une croissance annuelle moyenne de 2,7 % contre une prévision de 5%. L'écart trouve son origine dans les répercussions de la sécheresse sur l'approvisionnement des unités industrielles de transformation et les retards enregistrés au niveau de la réalisation de certains investissements. Les branches qui ont le plus souffert sont :

- la collecte de lait qui n'a touché que près de 23 % de la production totale,
- le vin dont la production annuelle moyenne a atteint 310.000 Hls contre 660.000 prévus,
- la betterave à sucre dont les emblavures sont restées en deçà des prévisions,
- l'huile d'olive dont le taux de réalisation était de 94% pour toute la période du Plan, et
- les conserves alimentaires (excepté le double concentré de tomate et les produits de la mer congelés) à cause de l'exiguïté et la non organisation du marché de certains produits tels que l'harissa, les semi-conserves et les conserves de fruits et de sardines.

2- La balance commerciale :

Depuis le milieu des années 70, la balance commerciale des produits alimentaires a commencé à accuser un déficit qui est devenu chronique. Le Vème Plan s'est déjà fixé comme objectif de rétablir l'équilibre de cette balance. Le même objectif a été reconduit au cours du VIème Plan. Le VIIème Plan a prévu l'atténuation du déficit de la balance commerciale des produits alimentaires en le ramenant d'une moyenne de 156 MD (VIè Plan) à une moyenne de 36,4 MD tout en réalisant l'équilibre à l'année terminale du Plan (1991).

Parallèlement à l'évolution de la production agricole, le comportement de la balance commerciale alimentaire au cours du VIIème Plan était variable d'une année à une autre. Les résultats ont varié et le taux de couverture des importations par les exportations a oscillé entre un minimum de 49 % en 1989 et un maximum de 150 % en 1991. Les résultats moyens sont les suivants :

BALANCE COMMERCIALE ALIMENTAIRE
AU COURS DU VIIème PLAN

	Moyenne du VIIè Plan	
	Prévisions	Réalisations
Importations	328 MD	410 MD
Exportations	292 MD	308 MD
Solde	-36 MD	-102 MD
Couverture	89 %	75 %

L'analyse de la balance commerciale des produits alimentaires fait ressortir les constatations suivantes :

- les exportations ont dépassé les prévisions,
- les faibles performances de la production agricole en 1988 et 1989 (sécheresse) ont fait augmenter les importations qui ont été de 475 MD en 1988, 549 MD en 1989 et 444 MD en 1990,
- les prix à l'importation de certains produits ont été supérieurs aux prévisions (sucre: 245 D/T contre 185 D/T prévus; blé dur: 158 D/T contre 116 D/T prévus, viande: 1676 D/T contre 1482 D/T prévus, etc...).

Mais il y a lieu de signaler le résultat exceptionnel de la balance commerciale des produits agricoles au cours de 1991. En effet, depuis près de 20 ans, cette balance parvient pour la première fois à dégager un excédent. Les résultats provisoires des 11 premiers mois de 1991 dégagent un volume d'importations de 293 MD, un volume d'exportations de 458 MD, un solde positif de 165 MD, et un taux de couverture de 156 %. La réalisation d'une telle performance a été rendue possible grâce à la bonne production agricole réalisée en 1990-91 et qui a eu pour résultat de réduire les importations et d'augmenter les exportations, surtout en huile d'olive. Les exportations de la Tunisie en huile d'olive pour l'année 1991 atteindraient 160.000 tonnes pour une valeur de 266 MD.

3- Les investissements :

Les différentes mesures prises dans le cadre de la promotion de l'investissement dans le secteur de l'agriculture et de la pêche (révision du Code des Investissements Agricoles et de Pêche, décentralisation des décisions d'octroi des avantages, création d'un "guichet unique" au niveau de l'APIA et de ses représentations régionales, amélioration de l'environnement général du secteur,...) ont permis au volume d'investissement, réalisé au cours du VIIème Plan, d'atteindre un niveau de 1.752 MD.

Bien qu'il soit en deçà des prévisions (2.000 MD), ce niveau pourrait être considéré comme reflétant un regain d'intérêt au secteur. En effet, la sécheresse prolongée des années 1988 et 1989 a fortement réduit la capacité de financement des agriculteurs, et amplifié le facteur "risque" associé à l'activité agricole. Les investissements ont accusé un certain fléchissement dû à ces facteurs, en plus d'autres contraintes qui ont empêché la réalisation des prévisions (particulièrement les investissements en matériel agricole qui ont été très limités par suite du renchérissement des prix).

LES INVESTISSEMENTS DU VIIème PLAN

	Prévisions		Réalizations		% de réalis.
	MD	Part	MD	Part	
Hydraulique	720	36,0	679	38,8	94,3
Elevage	272	13,6	187	10,7	68,6
Pêche	150	7,5	182	10,4	121,5
Matériel	350	17,5	158	9,0	45,2
Arboriculture	207	10,4	195	11,1	94,3
St. céréales	20	1,0	7	0,4	35,0
E. R. Vulg.	40	2,0	45	2,6	113,3
Forêts et CES	133	6,7	143	8,1	107,5
PDRI	51	2,5	93	5,3	182,4
Autres	57	2,8	63	3,6	110,5
T O T A L	2000	100,0	1752	100,0	87,6

La répartition de ces investissements par opérateur dégage une amélioration du taux de participation des opérateurs privés qui a atteint à la fin du VIIème Plan 40 % (bien qu'il reste en deçà des prévisions: 47%), et un renforcement de la part de l'Administration au dépens des Entreprises Publiques par suite de la restructuration des services régionaux du Ministère de l'Agriculture (fusion des Offices de Mise en Valeur avec les Commissariats Régionaux au Développement Agricole).

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS DU VIIème PLAN PAR OPERATEUR

	Prévisions		Réalisations	
	MD	Part	MD	Part
Administration	715	36	815	46,5
Entrep. Publiques	340	17	241	13,8
Entrep. Privées	945	47	696	39,7
T O T A L	2000	100	1752	100,0

Au niveau du financement de ces investissements, il est constaté un important écart entre les prévisions et les réalisations en ce qui concerne la participation du crédit bancaire.

Sur 600 MD prévus à être financés par le système bancaire, celui-ci n'est intervenu que pour 290 MD durant toute la période du VIIème Plan; alors que la contribution propre des agriculteurs (fonds propres) a atteint 307 MD pour une prévision de 288 MD.

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DU VIIème PLAN

	Prévisions du VIIème Plan	Réalisations VIIème Plan	Taux de réalis.
Etat	1113 MD	1155 MD	104 %
Crédits banc.	600 MD	290 MD	48 %
Fonds propres	287 MD	307 MD	107 %
T O T A L	2000 MD	1752 MD	88 %

L'investissement dans la branche des industries agro-alimentaires au cours du VIIème Plan a atteint 256 MD contre 260 MD prévus, et ce malgré la non réalisation de certains projets dont celui de la production d'huile de soja et la centrale laitière de Medjez El Bab et la réalisation partielle du programme de modernisation des huileries.

II- LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT :

Le secteur de l'agriculture a continué à bénéficier d'une attention particulière de la part des instances de décision. Les grands dossiers de l'agriculture ont été ouverts: les terres domaniales, la pêche, le crédit agricole, la fiscalité, la recherche et la vulgarisation, les périmètres irrigués, les stratégies de développement,... Des consultations nationales élargies ont été organisées dans le but de faire participer toutes les forces vives de la nation dans les choix qui devraient guider le développement d'un secteur aussi vital que l'agriculture.

Par ailleurs, la politique de développement agricole au cours du VIIème Plan s'est largement inspirée des orientations du Programme d'Ajustement Structurel Agricole (PASA) qui vise la consolidation du rôle du secteur de l'agriculture et de la pêche dans la croissance et le rétablissement des équilibres globaux. Cet objectif ne saurait être atteint sans l'introduction de réformes fondamentales au niveau du rôle de chaque intervenant, la création d'un environnement propice à l'investissement et une utilisation optimale des ressources disponibles tout en garantissant leur protection et leur sauvegarde.

C'est ainsi que les efforts en matière de mobilisation des eaux se sont poursuivis et renforcés au cours du VIIème Plan. Une stratégie nationale de forestation, de lutte contre la désertification et de conservation des eaux et des sols a été engagée à partir de 1990. Les opérations d'amélioration des structures foncières se sont poursuivies. Les prix à la production ont été révisés pour les produits de base alors que le principe de la liberté des prix a été confirmé pour les autres produits. Les actions de libéralisation progressive du commerce des intrants se sont poursuivies. Les textes du FOSDA ont été révisés, mis à jour et harmonisés.

Le principe de base de la politique de développement au cours du VIIème Plan a été la nécessité d'émanciper le secteur agricole en le dégageant de la caractéristique qui l'a longtemps imprégné, celle d'un secteur assisté. Ceci n'est pas pour exclure le soutien au secteur agricole, mais l'objectif est de bien cibler les encouragements et les incitations qui devraient être un atout pour le développement du secteur.

III- LES REALISATIONS :

Les réalisations dans le secteur agricole ont été multiples au cours du VIIème Plan. Les principales ont concerné:

1- Dans le domaine de la réorganisation :

- la restructuration des services régionaux du Ministère par le regroupement des différents intervenants au niveau de chaque gouvernorat au sein des Commissariats Régionaux au Développement Agricole,
- la création de l'Institution de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricoles,
- la création de l'Agence de la Vulgarisation et de la Formation Agricoles,
- la création de trois chambres d'agriculture qui seront appelées à prendre en charge progressivement certaines activités assurées jusqu'à présent par l'Administration,
- l'encouragement à la création d'institutions privées de prestation de services, particulièrement dans le domaine de la mécanisation,
- la privatisation progressive de l'Office National des Pêches,
- l'autorisation des opérateurs privés à intervenir dans le domaine de la collecte et du stockage des céréales,
- la création d'associations d'intérêt collectif chargées de la gestion des réseaux d'irrigation et d'alimentation en eau potable dans les zones rurales.

2- Dans le domaine de la promotion des investissements :

- exonération du paiement de l'impôt agricole,
- amélioration de la situation foncière par l'apurement de 112.000 hectares de terres collectives et l'attribution de 62.000 hectares de terres domaniales à des agriculteurs privés et des techniciens agricoles; la réglementation des baux ruraux et l'autorisation de l'appropriation et l'exploitation des terres agricoles par des sociétés anonymes,
- la libéralisation de l'importation des machines agricoles, de la poudre de lait et de la viande bovine tout en instituant des prélèvements pour protéger la production nationale,
- la libéralisation de l'exportation de l'huile d'olive,
- la révision des prix à la production des produits agricoles de base en se référant aux prix internationaux non subventionnés tout en garantissant une protection suffisante à la production nationale,
- la réduction progressive des subventions octroyées aux intrants agricoles dans le sens de tendre vers la vérité des prix,
- la sauvegarde du cheptel pendant la période de sécheresse par la fourniture d'une alimentation à des prix subventionnés et la consolidation de la couverture sanitaire,
- la fourniture de crédits en nature aux petits céréaliculteurs exploitant moins de 10 hectares,

- la révision du Code des Investissements Agricoles et de Pêche par l'extension des avantages de ce Code aux activités de services et la modulation des avantages en fonction des produits et des régions,

- la révision des textes du FOSDA par la prise en considération des coûts réels des investissements et l'amélioration des conditions et modalités d'octroi de la subvention,

- la fusion de la Banque Nationale de Tunisie et la Banque Nationale de Développement Agricole dans une seule banque (Banque Nationale Agricole),

- la décentralisation de l'étude et de l'évaluation des demandes de crédit et la décentralisation des décisions d'octroi d'avantages,

- la création d'un "guichet unique" au sein de l'APIA et de ses représentations régionales,

- l'abandon des impayés agricoles dont le principal ne dépasse pas 1.000 Dinars et contractés avant 1988,

- le rééchelonnement des crédits des agriculteurs affectés par la sécheresse,

- la création du Fonds de Calamités Naturelles.

3- Dans le domaine de la mobilisation des ressources hydrauliques et la préservation de l'environnement et des ressources :

- la mobilisation des eaux a atteint à la fin de 1991 le volume de 2.800 millions de m3 représentant 65 % des potentialités mobilisables,

- l'équipement de 44.000 hectares de périmètres irrigués ayant permis de porter la superficie irrigable totale à 300.400 hectares,

- l'alimentation en eau potable de 1.059 localités rurales,

- la réalisation de travaux de conservation des eaux et du sol sur une superficie de 190.000 hectares de bassins versants,

- la création de 90.000 hectares de plantations en arbustes fourragers,

- l'aménagement de 50.000 hectares de terres céréalières,

- l'installation de 650 points d'eau,

- la réalisation de 126 lacs collinaires,

- la plantation de 18.200 Ha de terres forestières,

- l'amélioration de 40.000 hectares de terres de parcours.

LES PROJECTIONS POUR L'ANNEE 1992

LES PROJECTIONS POUR L'ANNEE 1992

	<u>Page</u>
I- LA PRODUCTION	21
II- LES INVESTISSEMENTS	23
III- LA BALANCE COMMERCIALE	25

LES PROJECTIONS POUR L'ANNEE 1992

I- LA PRODUCTION :

L'année 1992 est l'année de démarrage du VIIIème Plan. Elle revêt de ce fait une importance particulière, d'autant plus qu'elle fait suite à deux campagnes agricoles supérieures à la moyenne. Ses résultats permettront d'apprécier le degré de durabilité des performances des deux dernières campagnes.

Les projections établies pour l'année 1992 ont tenu compte de ces aspects, mais aussi du fait que les performances de certains secteurs en 1991 étaient particulièrement exceptionnelles, et ne représentent pas, de ce fait, une référence pour les projections. C'est le cas du secteur céréalier qui a réalisé une production record en 1991, estimée à plus de 25 millions de quintaux. Les projections pour 1992 se sont plutôt basées sur des niveaux moyens.

La production céréalière serait du même ordre de grandeur que la moyenne du VIIème Plan, soit 14 millions de quintaux. Les dernières augmentations des prix à la production pour la récolte 1992 devraient constituer un stimulant aux producteurs pour intensifier davantage les cultures et améliorer leurs rendements.

La production d'huile d'olive déjà connue constituera un record absolu avec 220.000 tonnes.

Le secteur maraîcher consolidera la croissance enregistrée en 1991 avec, particulièrement des niveaux de production nettement supérieurs à la moyenne du VIIème Plan pour la pomme de terre et les tomates.

L'élevage s'est remis de la situation difficile engendrée par la sécheresse de 1988 et 1989. La croissance de 1991 (4,6%) sera portée à 5,1 % en 1992 grâce à une évolution de la production de viande bovine et de viande de volailles, ainsi qu'une reprise de la production laitière qui devrait se situer au niveau de 444.000 tonnes contre 419.000 tonnes en 1991.

La production de poissons qui a été marquée par une décélération de son rythme de croissance (89.000 tonnes en 1991 contre 103.000 tonnes en 1988) est appelée à réaliser un niveau de 100.000 tonnes en 1992, provenant essentiellement de la reprise attendue de la pêche côtière et de la pêche au chalut. Ce secteur passe actuellement par une phase de restructuration, et son avenir dépend étroitement d'une meilleure répartition de la flottille entre les différentes zones de pêche, ainsi que d'une rationalisation de l'exploitation des richesses maritimes.

EVOLUTION DES PRINCIPALES PRODUCTIONS AGRICOLES
(en 1.000 tonnes)

	1991	Moyenne VII ^e Plan	1992*	Variation	
				92/91	92/VII Plan
Céréales	2551	1408	1400	-45 %	-
Olives à huile	825	563	1100	+33 %	+ 95 %
Agrumes	224	210	185	-14 %	- 23 %
Dattes	75	71	82	+15 %	+ 15 %
Pomme de terre	220	197	225	+ 2 %	+ 14 %
Tomates	590	489	600	+ 2 %	+ 23 %
Viandes rouges	80	78	83	+ 4 %	+ 6 %
Viande volaille	53	17	56	+ 6 %	+ 19 %
Lait	419	385	444	+ 6 %	+ 15 %
Poissons	90	95	100	+11 %	+ 5 %
Valeur product. prix 1990 (MD)	2346	1930	2265	-3,5%	+17,4%
Valeur ajoutée prix 1990 (MD)	1825	1500	1770	-3,0%	+18,0%

* Prévisions.

Pour le secteur de l'agroalimentaire, sa valeur ajoutée, exprimée aux prix constants de 1990 progressera au taux de 26 % en 1992 contre 7 % en 1991. L'activité de transformation des huiles contribuera pour une large part dans la réalisation de la croissance projetée, et ce compte tenu de l'importance de la production d'olives à huile; alors que les autres activités progresseront modérément, avec une mention particulière pour les conserves de légumes, de fruits et de produits de la mer.

II- LES INVESTISSEMENTS :

Le regain d'intérêt manifesté en faveur du secteur agricole s'est matérialisé par une reprise des investissements dans ce secteur depuis 1989. Cet élan sera poursuivi et consolidé en 1992 avec une progression de 20 % en 1992 aux prix courants. Le volume d'investissement attendu dans le secteur en 1992 sera de 563 millions de Dinars contre 471 en 1991.

Ce sont essentiellement les secteurs de l'hydraulique agricole, de l'élevage, de l'arboriculture, de la pêche et du matériel agricole qui contribueront à la réalisation de ce niveau d'investissement.

La répartition du volume total d'investissement (563 MD) entre les différentes activités se présente comme suit :

LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES PAR ACTIVITE
(en millions de Dinars courants)

	1991		1992*	
	Montant	Part	Montant	Part
Hydraulique	156	33 %	187	33 %
Elevage	48	10 %	64	11 %
Pêche	48	10 %	56	10 %
Matériel	46	10 %	64	11 %
Arboriculture	61	13 %	69	13 %
Forêts-CES	53	11 %	55	10 %
PDRI	30	7 %	19	3 %
Autres	29	6 %	49	9 %
T O T A L	471	100 %	563	100 %

* Prévisions.

La structure des investissements gardera pratiquement la même répartition entre les différentes activités, ce qui dénote d'une poursuite de l'élan déjà entamé et caractérisé par une baisse de la part relative de l'hydraulique agricole (qui représentait plus de 40 % des investissements totaux) au profit des activités de production (arboriculture, matériel, pêche et élevage).

La répartition des investissements par opérateur montre que l'essentiel de l'effort sera déployé par les opérateurs privés, avec une progression de leurs investissements de 43 % entre 1992 et 1991.

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES PAR OPERATEUR
(en millions de Dinars courants)

	1991	1992*	Variation
Administration	234	231	- 1,3 %
Entreprises Publiques	40	51	+ 27,5 %
Entreprises privées	197	281	+ 42,6 %
T O T A L	471	563	+ 19,5 %

* Prévisions

Pour ce qui est du financement des investissements, il est prévu le schéma suivant :

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES
(en millions de Dinars courants)

	1991		1992*	
	Montant	Part	Montant	Part
Etat	297	63 %	297	53 %
Crédits Banc.	76	16 %	124	22 %
Fonds propres	98	21 %	142	25 %
T O T A L	471	100 %	563	100 %

* Prévisions.

A partir de cette répartition, l'on note une baisse relative du Budget de l'Etat dans le financement des investissements agricoles au profit, essentiellement, du crédit bancaire. Par ailleurs, la contribution directe des agriculteurs est aussi appelée à se renforcer pour passer de 21% en 1991 à 25% en 1992 grâce aux bons résultats enregistrés en ces dernières années qui ont nettement amélioré les capacités de financement des agriculteurs.

III- LA BALANCE COMMERCIALE :

Après les bons résultats enregistrés en 1991, la balance commerciale des produits alimentaires est appelée à réaliser son équilibre en 1992. Cette hypothèse se base sur la limitation des importations céréalières au même niveau que celui de 1991, et la poursuite des efforts de promotion des exportations.

Les importations céréalières se situeront, en 1992, à près de 10 millions de quintaux dont l'essentiel est constitué de blé tendre pour lequel le pays reste encore déficitaire malgré la bonne production de 1991. Les autres postes d'importation sont composés, essentiellement, du sucre (64 MD), des huiles de graines (45 MD) et du lait et produits laitiers (37 MD).

Les exportations concerneront l'huile d'olive (133 MD contre 270 en 1991), les produits de la mer (86 MD), les dattes (49 MD), le vin (17 MD) et les agrumes (11 MD).

Sur la base de ces hypothèses, il est attendu que la balance commerciale des produits alimentaires réalise les résultats suivants en 1992 :

- un volume d'importations de 374 MD,
- un volume d'exportations de 376 MD,
- un solde positif de 2 MD,
- un taux de couverture de 100,5 %.

APERCU SECTORIEL

APERCU SECTORIEL

	<u>Page</u>
LA CEREALICULTURE	26
LES LEGUMINEUSES	32
LA BETTERAVE A SUCRE	34
L'ARBORICULTURE	36
LES CULTURES MARAICHIERES	45
L'ELEVAGE	52
LA PECHE	58
L'AGRO-ALIMENTAIRE	62
L'HYDRAULIQUE AGRICOLE	67

LA CEREALCULTURE

LA CEREALICULTURE

I- LES RESULTATS DE LA CAMPAGNE 1990-91 :

La campagne céréalière 1990-91 a été marquée par une abondance et une régularité des précipitations sur toutes les régions céréalières, ce qui a permis de réaliser une production record, dépassant même le potentiel théorique mobilisable. Cette production qui a dépassé 25 millions de quintaux a donné la preuve que le secteur céréalière est capable, une fois les conditions sont favorables, de réaliser des niveaux de production exceptionnels grâce à une bonne maîtrise des techniques et une bonne utilisation des intrants. De son côté, la collecte a également atteint un niveau record avec 13,4 millions de quintaux, soit plus de 53 % de la production totale.

1- Les emblavures :

Les superficies céréalières emblavées au cours de la campagne 1990-91 se sont élevées à 1.661.500 Ha, en accroissement de 7 % par rapport au niveau des emblavures de la campagne 1989-90. Dans la région du Nord, les superficies céréalières ont concerné 867.000 Ha soit un niveau légèrement supérieur à la moyenne; alors que dans le Centre-Sud, 794.500 Ha ont été emblavés.

LES EMBLAVURES CEREALIERES
DE LA CAMPAGNE 1990-91
(en 1.000 Ha)

	Nord	Centre-Sud	Total
Blé dur	499,5	394,0	893,5
Blé tendre	120,1	58,9	179,0
Orge	230,9	341,6	572,5
Triticale	16,5	-	16,5
T O T A L	867,0	794,5	1.661,5

Une partie des superficies emblavées (42.000 Ha) a été endommagée des suites d'une abondance de pluies dans certaines régions, d'une sécheresse relative survenue dans le Sud-Est, et d'une chute localisée de grêle.

2- Les intrants :

a). Les semences :

L'utilisation de semences sélectionnées au cours de la campagne 1990-91 a porté sur 125.400 quintaux dont 90.100 quintaux de blé dur, 29.000 quintaux de blé tendre et 6.300 quintaux d'orge. Comparée au niveau de la campagne précédente, l'utilisation des semences sélectionnées a augmenté de 1,8 %.

EVOLUTION DE L'UTILISATION DES SEMENCES SELECTIONNEES CEREALIERES (en quintaux)

	1988-89	1989-90	1990-91
Blé dur	84.554	88.295	90.155
Blé tendre	33.843	28.260	29.940
Orge	5.614	6.580	6.315
Triticale	539	-	-
T O T A L	124.550	123.135	125.400

Par ailleurs, 108.000 quintaux de semences ordinaires, dont la faculté germinative a été préalablement contrôlée, ont été mis à la disposition des céréaliculteurs des régions touchées en 1989 par la sécheresse.

b). Les engrais chimiques :

Sur un total de 231.500 tonnes d'engrais chimiques commercialisés au cours de la campagne 1990-91, près de 140.000 tonnes ont été utilisées dans la céréaliculture. Comparée au niveau de la campagne précédente, l'utilisation des engrais chimiques a enregistré un accroissement de 13,6 % (122.000 tonnes en 1989-90).

EVOLUTION DE L'UTILISATION DES ENGRAIS CHIMIQUES EN CEREALICULTURE (en tonnes)

	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91
Ammonitrate	48.000	56.000	62.000	70.000
Super 45%	40.000	31.000	32.000	37.000
D.A.P.	12.000	23.000	28.000	32.000
T O T A L	100.000	110.000	122.000	139.000

Il est constaté l'évolution remarquable au niveau de l'utilisation du D.A.P. introduit depuis quelques campagnes.

c). Les désherbants :

Au cours de 1990-91, les superficies désherbées ont atteint 257.000 hectares contre 200.000 hectares au cours de la campagne précédente. Malgré l'amélioration enregistrée, l'opération de désherbage chimique des céréales est restée en deçà des prévisions qui tablèrent sur 352.000 hectares. En effet, la période de traitement des champs céréaliers a coïncidé avec une abondance de pluies rendant beaucoup de champs inaccessibles et une fréquence de vents forts ayant limité l'intervention par voie aérienne.

3- La production et la collecte :

La production céréalière de la campagne 1990-91 a atteint un record absolu de 25,5 millions de quintaux, soit le double d'une production moyenne. Plus de la moitié de cette production est constitué de blé dur, produit rare sur le marché international et dont les cours ont toujours été supérieurs à ceux du blé tendre.

Ce niveau de production a permis de réduire sensiblement les importations céréalières, et particulièrement celles de blé dur et d'orge.

LA PRODUCTION CEREALIERE DE 1990-91
(en 1.000 quintaux)

	Nord	Centre-Sud	Total
Blé dur	10.032	4.203	14.235
Blé tendre	2.921	705	3.626
Orge et triticale	4.498	3.152	7.650
T O T A L	17.451	8.060	25.511

Rapportés aux superficies emblavées, les rendements ont atteint des niveaux supérieurs à la moyenne tant dans la région du Nord que dans le Centre et le Sud.

Pour le blé dur, le rendement national moyen s'est situé à 15,9 quintaux à l'hectare avec 20,1 dans le Nord (27,6 à Jendouba, 25,1 à Béja, 24,9 à l'Ariana) et 11,1 dans le Centre (16 à Kairouan, 12,1 à Sidi Bouzid, 10,5 à Kasserine).

Pour le blé tendre, la moyenne nationale a atteint 20,3 quintaux à l'hectare avec 24,3 dans le Nord (28,2 à Béja, 27,8 à Jendouba, 25 à Bizerte, 23,8 à l'Ariana, 23,5 à Siliana, etc.) et 13,7 dans le Centre (20,5 à Kairouan, 15 à Sousse, 11,8 à Sidi Bouzid, 10,5 à Mahdia).

Les quantités collectées par l'Office des Céréales et les deux coopératives centrales ont atteint 13,4 millions de quintaux, soit un record absolu. Ce niveau représente 53 % de la production totale et se répartit entre le blé dur (7,7 millions de quintaux, 54 % de la production), le blé tendre (2,3 millions de quintaux, 63,1 % de la production), et l'orge et le triticale (3,4 millions de quintaux, 44,4 % de la production).

Les services régionaux et centraux de l'Office des Céréales ainsi que ceux de deux coopératives centrales spécialisées ont rencontré plusieurs problèmes pour accueillir et loger la production livrée dans de bonnes conditions. 297 centres de collecte ont été ouverts dont 192 centres permanents (contre respectivement 246 et 187 la campagne précédente), et d'importants moyens ont été mobilisés (6 millions de sacs, 10.000 plançons, 8.000 bâches, etc.).

La capacité de stockage mobilisée pour les céréales locales s'est élevée à 9,7 millions de quintaux dont 5,9 millions de quintaux sous forme de location.

Bien que les problèmes rencontrés au cours de la période de collecte en 1991 aient été résolus d'une manière acceptable grâce à la conjugaison des efforts de tous les intervenants, il n'en demeure pas moins que le problème du stockage des céréales reste entier en Tunisie. La capacité existante devient de plus en plus insuffisante en égard à l'augmentation des besoins du pays, et il va falloir augmenter cette capacité le plus rapidement possible. Les dernières mesures prises en matière de libéralisation progressive de certaines activités liées au secteur céréalier (ouverture de la collecte aux opérateurs privés, extension des avantages du Code des Investissements Agricoles et de Pêche aux activités de collecte et de stockage des céréales) doivent bénéficier de plus d'attention et surtout de plus de vulgarisation auprès des promoteurs potentiels afin d'enclencher le processus de construction de nouvelles capacités de stockage, essentiellement sous forme de silos de ferme et de silos urbains de transit.

Les importations de céréales au cours de l'année 1991 ont été sensiblement réduites en comparaison avec leur niveau habituel et ce compte tenu du niveau de la production réalisé en 1990 (16,3 millions de quintaux). A la date du 10 Décembre 1991, elles ont totalisé 992.600 tonnes pour une valeur de 106,2 MD contre 1.360.600 tonnes et 185,6 MD à la même date de l'année 1990. Ces importations se répartissent par produit comme suit :

- blé dur	: 142.200 T ; 16,6 MD;
- blé tendre	: 493.500 T ; 37,8 MD,
- maïs	: 238.600 T ; 28,5 MD,
- tourteaux de soja	: 118.300 T ; 23,3 MD.

II- LA CAMPAGNE 1991-92 :

1- Les superficies :

Les prévisions pour la campagne 1991-92 tablent sur une superficie emblavée de 1.725.000 Ha dont 860.000 Ha dans le Nord et 865.000 Ha dans le Centre-Sud. La répartition de cette superficie par espèce se présente de la façon suivante :

- blé dur	: 842.000 Ha,
- blé tendre	: 160.000 Ha,
- orge	: 700.000 Ha, et
- triticale	: 23.000 Ha.

Les opérations de préparation des lits de semences se sont déroulées dans de bonnes conditions grâce à la pluviométrie enregistrée en Septembre et Octobre 1991. Le début du mois de Novembre a été relativement sec, mais les pluies de la troisième décade ont redonné confiance aux agriculteurs. Ces derniers se sont attelés, depuis, à achever les opérations de préparation des lits de semence et à entamer les opérations de semis.

2- Les intrants :

Les quantités de semences sélectionnées disponibles s'élèvent à 170.000 quintaux, et les besoins du secteur en engrais ont été estimés à 280.000 tonnes dont 150.000 tonnes d'ammonitrate, 80.000 tonnes de super-phosphate 45 % et 50.000 tonnes de DAP.

Les superficies à désherber chimiquement porteraient sur 366.000 Ha, dont 181.000 Ha aux polyvalents, et 185.000 Ha au 2-4D.

3- Les prix à la production :

Les prix à la production pour la récolte 1992 ont déjà été annoncés :

- blé dur : 26,000 Dinars le quintal,
- blé tendre : 22,500 " " "
- orge : 15,000 " " "

Avec l'annonce de ces nouveaux prix, il a été décidé la libéralisation de la commercialisation de l'orge. Ainsi, le prix de l'orge s'entendra désormais comme un prix plancher garanti, et les producteurs peuvent vendre leur orge à un prix supérieur s'ils trouvent acquéreur. L'Office des Céréales, les deux coopératives centrales spécialisées, ainsi que tout autre collecteur agréé qui viendrait renforcer le circuit de collecte des céréales continueront à accepter l'orge au prix de 15 Dinars le quintal.

4- La production :

En ce qui concerne la production, les résultats des dernières campagnes ont montré que cette production reste tributaire de plusieurs facteurs, essentiellement la pluviométrie du printemps. Toutefois, pour les besoins de projection, il est prévu la réalisation d'une production équivalente à la moyenne des cinq dernières années, soit de l'ordre de 14 millions de quintaux répartis comme suit :

- blé dur : 7.890.000 quintaux,
- blé tendre : 1.960.000 quintaux,
- orge : 3.500.000 quintaux, et
- triticale : 650.000 quintaux.

LES LEGUMINEUSES

LES LEGUMINEUSES

Après les difficultés rencontrées au cours des dernières années par suite de la sécheresse, le secteur des légumineuses a enregistré une reprise au cours de la campagne 1990-91.

Les superficies emblavées ont porté sur 106.400 hectares dont 59.900 Ha de légumineuses d'hiver, et 46.500 Ha de légumineuses de printemps.

Contrairement à la campagne précédente où plus de 16.000 hectares avaient été perdus par manque de pluies, toute la superficie emblavée a été récoltée au cours de cette campagne.

EVOLUTION DES SUPERFICIES DES LEGUMINEUSES A GRAINES (en hectares)

	1989-90		1990-91
	Superficie emblavée	Superficie récoltée	Sup. embl. et récol.
Fèves	39.200	30.420	38.480
Féveroles	10.620	8.450	9.250
Pois	12.340	6.740	8.890
Lentilles	4.320	4.315	3.280
Poichiche	31.300	31.300	44.540
Haricots	1.430	1.430	1.960
T O T A L	99.210	82.655	106.400

Les poichiches et les fèves ont occupé, respectivement, 42% et 36% du total des superficies de la campagne 1990-91.

La production totale de légumineuses a atteint 87.000 tonnes dont 53.800 tonnes de légumineuses d'hiver et 33.200 tonnes de légumineuses de printemps. Ce niveau de production est en accroissement de 77 % par rapport au niveau de la campagne 1989-90 qui n'a été que de 49.000 tonnes dont 29.500 tonnes de légumineuses d'hiver.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE LEGUMINEUSES A GRAINES
(en tonnes)

	1989-90	1990-91	Variation
Légumineuses d'hiver			
- fèves	17.510	34.900	+ 99 %
- féveroles	5.850	9.370	+ 60 %
- pois	3.970	8.430	+ 112 %
- lentilles	2.170	1.100	- 49 %
Légumineuses de printemps			
- poichiche	18.640	31.820	+ 71 %
- haricots	860	1.380	+ 60 %
T O T A L	49.000	87.000	+ 77 %

Cette augmentation substantielle de la production est le résultat d'une extension des superficies et d'une nette amélioration des rendements, lesquels ont évolué comme suit :

	1989-90	1990-91
- fèves	5,7 T/Ha	9,0 T/Ha
- féveroles	6,9 "	10,0 "
- pois	5,9 "	9,4 "
- lentilles	5,0 "	3,3 "
- poichiche	5,9 "	7,0 "
- haricots	6,0 "	7,0 "

Pour ce qui est de la campagne 1991-92, la production de légumineuses à graines enregistrerait les mêmes niveaux que la campagne 1990-91, avec essentiellement 40.000 tonnes de fèves et féveroles, et 40.000 tonnes de pois et poichiche.

LA BETTERAVE A SUCRE

LA BETTERAVE A SUCRE

La campagne betteravière 1990-91 a connu un déroulement particulier. Après un démarrage difficile dû à l'insuffisance des pluies d'automne, l'abondance de la pluviométrie au cours des mois qui ont suivi a empêché l'installation de la culture ainsi que la réalisation des travaux d'entretien (binage, démariage). Dans certaines zones, l'opération de semis a été arrêtée pendant plusieurs jours (45 jours à Jendouba). Par ailleurs, les basses températures ont contribué au retard et à l'hétérogénéité de la levée des betteraves.

Toutes ces perturbations ont provoqué le retournement des parcelles, et ont été à l'origine d'une chute des rendements et de la production.

La superficie programmée avant le démarrage de la campagne portait sur 5.900 hectares. Les contrats de culture entre les producteurs et les usines de transformation n'ont intéressé que 5.645 hectares, contre 5.660 Ha en 1989-90.

La superficie emblavée n'a porté que sur 4.970 hectares, alors que la superficie récoltée n'a concerné que 4.405 hectares.

Tous ces facteurs ont fait que la production de la campagne 1990-91 baisse au niveau de 210.000 tonnes, contre 289.400 tonnes en 1989-90 (-27 %).

EVOLUTION DE LA CULTURE BETTERAVIERE

	1989-90	1990-91
- Superficie programmée	6.400 Ha	5.900 Ha
- Superficie contractée	5.660 Ha	5.645 Ha
- Superficie emblavée	5.140 Ha	4.970 Ha
- Superficie récoltée	5.125 Ha	4.405 Ha
- Production brute	289.400 T	210.000 T
- Teneur en sucre	15 %	15,6 %

Dans le cadre des encouragements consentis pour promouvoir la culture de la betterave à sucre, la Société Tunisienne du Sucre et le Complexe Sucrier Tunisien ont octroyé des avances en nature et en espèce aux betteraviers pour la réalisation des travaux d'entretien (environ 150.000 Dinars). Par ailleurs, 700 betteraviers ont bénéficié du nantissement des deux sociétés auprès des banques pour des crédits ayant totalisé 2,1 millions de Dinars.

Pour la campagne 1991-92 il est prévu d'atteindre une production de 320.000 tonnes. A titre d'encouragement, les prix à la production ont été révisés et annoncés avant le démarrage de la campagne. Ils seront comme suit :

- en sec : 41,500 D/T (base 100 correspondant à une richesse en sucre de 15 %) à 47,500 D/T (richesse 20 %),
- en irrigué : 32,000 D/T (base 100 correspondant à une richesse en sucre de 15 %) à 36,700 D/T (richesse 20 %).

L'ARBORET CULTURE

L'ARBORICULTURE

L'année 1991 était généralement favorable au secteur arboricole. Après la reprise enregistrée en 1990 suite à deux années de sécheresse, le secteur de l'arboriculture a pu réaliser un taux de croissance de 8,4 % en 1991, provenant essentiellement d'un bon comportement des sous-secteurs de l'olivier et de la vigne. Par contre, certains sous-secteurs connaissent des difficultés qui sont d'ordre conjoncturel (baisse de la production de dattes et d'amandes) ou structurel et conjoncturel à la fois (cas des agrumes).

Le secteur arboricole qui contribue, en moyenne, à concurrence de près de 30 % dans la production agricole totale est parvenu à assurer 16 % de la croissance générale de la production agricole en 1991. Cette baisse de la part relative du secteur dans l'effort de croissance s'explique par la récolte exceptionnelle du secteur céréalier qui a assuré, à lui seul, 66 % de la croissance du secteur agricole en 1991.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ARBORICOLE (en 1.000 tonnes)

	1990	1991	1992*	Variation	
				91/90	92/91
Olives à huile	650	825	1100	+27 %	+33 %
Agrumes	237	226	185	- 5 %	- 8 %
Raisin de cuve	40	60	52	+50 %	-13 %
Raisin de table	40	60	61	+ 0 %	+ 2 %
Amandes	52	40	45	-23 %	+13 %
Abricots	17	20	21	+18 %	+ 5 %
Dattes	81	75	82	- 7 %	+ 9 %

* Prévisions.

Pour l'année 1992, et compte tenu de l'importante récolte d'olives à huile (un record absolu de 1.100.000 tonnes, soit l'équivalent de 220.000 tonnes d'huile), il est attendu que le secteur arboricole enregistre une croissance de 14,6 %.

1- L'oléiculture :

La production d'olives à huile pour la campagne 1990-91 a été évaluée à 825.000 T contre 650.000 T en 1989-90. Elle a permis de produire 165.000 T d'huile d'olive dont 126.000 tonnes ont été collectées par l'ONH. Sur le volume total d'huile collectée, 30 % étaient des huiles de bonne qualité (Super, Extra et Fine).

Les niveaux de production réalisés en 1991 sont le résultat de l'amélioration des conditions climatiques qui ont prévalu depuis l'automne de 1989, auxquelles s'ajoute le regain d'intérêt des producteurs pour l'oléiculture à la suite de la mise en oeuvre de la stratégie oléicole et l'entrée en fonctionnement du Fonds de développement de l'Oléiculture, mettant à la disposition des agriculteurs les moyens financiers nécessaires pour la réalisation des opérations d'entretien et de rajeunissement des plantations.

Grâce à ces efforts, les nouvelles plantations ont atteint 78.000 hectares au cours du VIIème Plan contre une prévision de 50.000, et les oléiculteurs s'équipent de plus en plus en matériel de taille et de traitement, et font recours aux engrais azotés pour fertiliser leurs vergers.

Les attaques de parasites ont été moins importantes par rapport à la normale, et l'ONH a engagé des campagnes de lutte phytosanitaire qui ont permis de traiter les régions infestées.

Les opérations de cueillette et de trituration se sont déroulées dans des conditions normales avec toutefois des retards d'enlèvement par l'ONH du fait de l'insuffisance de la capacité de stockage en début de campagne. Une capacité de stockage additionnelle de 50.000 T a été installée par l'ONH au cours de la campagne et a permis d'atténuer le problème.

La trituration a été assurée par 894 unités sur les 1.181 huileries recensées.

Les prix à la production des huiles ont été fixés pour la campagne 1989-90 aux niveaux suivants :

- huile Super : 1.750 D/T,
- huile lampante : 1.390 D/T.

EVOLUTION DES PRIX A LA PRODUCTION DES HUILES
(en Dinars par tonne)

	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
Huile Super	1.500	1.710	1.750	1.750
Huile lampante	1.260	1.360	1.390	1.390

Compte tenu d'un stock de report de 49.000 T, de la collecte de 126.000 T et d'une conjoncture favorable au niveau du marché international (faible production en Italie, et production juste moyenne en Grèce), les exportations d'huile d'olive ont pu atteindre 170.000 T au cours de la campagne 1990-91, dont 164.000 T sur la CEE (46.000 T dans le cadre du contingent, et le reste soumis au prélèvement normal).

EVOLUTION DES EXPORTATIONS D'HUILE D'OLIVE
(en 1.000 tonnes)

	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92*
Collecte	53	21	100	126	160
Export	62	43	50	170	80
dont CEE	47	35	46	164	-

* Prévisions.

La production de la campagne 1991-92 est estimée à 1.100.000 tonnes d'olives, soit l'équivalent de 220.000 T d'huile. La collecte attendue sera de l'ordre de 160.000 T.

Cette production constitue un record pour le secteur. Si la capacité de stockage est suffisante, la capacité de trituration, quant à elle, s'avère insuffisante malgré les efforts d'installation de nouvelles unités (68 nouvelles unités d'une capacité additionnelle de 175.000 T seront opérationnelles au cours de cette campagne) qui porteront la capacité de transformation du pays à 986.000 T.

EVOLUTION DES PRIX A LA PRODUCTION DES HUILES
(en Dinars par tonne)

	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92
Huile Super	1.500	1.710	1.750	1.750
Huile lampante	1.260	1.360	1.390	1.390

Compte tenu d'un stock de report de 49.000 T, de la collecte de 126.000 T et d'une conjoncture favorable au niveau du marché international (faible production en Italie, et production juste moyenne en Grèce), les exportations d'huile d'olive ont pu atteindre 170.000 T au cours de la campagne 1990-91, dont 164.000 T sur la CEE (46.000 T dans le cadre du contingent, et le reste soumis au prélèvement normal).

EVOLUTION DES EXPORTATIONS D'HUILE D'OLIVE
(en 1.000 tonnes)

	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92*
Collecte	53	21	100	126	160
Export	62	43	50	170	80
dont CEE	47	35	46	164	-

* Prévisions.

La production de la campagne 1991-92 est estimée à 1.100.000 tonnes d'olives, soit l'équivalent de 220.000 T d'huile. La collecte attendue sera de l'ordre de 160.000 T.

Cette production constitue un record pour le secteur. Si la capacité de stockage est suffisante, la capacité de trituration, quant à elle, s'avère insuffisante malgré les efforts d'installation de nouvelles unités (68 nouvelles unités d'une capacité additionnelle de 175.000 T seront opérationnelles au cours de cette campagne) qui porteront la capacité de transformation du pays à 986.000 T.

Des mesures ont été prises pour rationaliser l'exploitation des huileries existantes et produire des huiles de bonne qualité (190 séparateurs ont été vendus aux oléifacteurs).

Compte tenu de la conjoncture oléicole prévalant dans les pays de la CEE (faible production en Espagne), il est prévu de réaliser un volume à l'exportation de 80.000 T, soit le double du volume moyen réalisé au cours des dernières années, exception faite de la campagne 1990-91 qui représente un cas particulier.

2- Les agrumes :

La production d'agrumes de la campagne 1990-91 est évaluée à 226.300 T, en retrait de 4,3 % par rapport au niveau réalisé en 1989-90. La baisse de production a affecté essentiellement les clémentines (-15,3%), les citrons (-13,8%) et les maltaises (-4,8%).

EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'AGRUMES (en tonnes)

	1989-90	1990-91	1991-92*
Maltaises	123.200	117.300	98.400
Clémentines	32.000	27.100	18.000
Mandarines	13.400	14.100	10.400
Citrons	16.700	14.400	17.700
Divers	51.300	53.400	40.800
T O T A L	236.600	226.300	185.300

* Estimation préliminaire.

La production de maltaises a été caractérisée par une augmentation de la proportion des fruits de calibre moyen et une légère amélioration de celle de gros calibre.

	1989-90	1990-91	1991-92*
Gros calibres	11 %	15 %	20 %
Calibres moyens	39 %	50 %	60 %
Petits calibres	50 %	35 %	20 %

La diminution de la production enregistrée au cours de la campagne 1990-91 est imputable, entre autres, à la succession de deux années de pluviométrie insuffisante et aux attaques d'Aleurode qui ont fortement affaibli les arbres. Des efforts ont été déployés pour endiguer ce fléau moyennant la lutte intégrée (chimique et biologique).

Aussi, le secteur souffre d'autres problèmes dont le vieillissement des vergers, le morcellement des exploitations, l'infestation des plants, etc.

Afin de relancer le secteur, une stratégie est en cours d'élaboration visant à redonner à l'agrumiculture sa place dans l'économie agricole et ce par l'encouragement au rajeunissement des plantations, l'adoption de nouvelles techniques de production et la résolution du problème de manque d'eau.

En ce qui concerne les exportations, elles ont totalisé 26.526 T au cours de la campagne 1990-91 contre 28.960 en 1989-90, soit une baisse de 8,4%.

EVOLUTION DES EXPORTATIONS D'AGRUMES
(en tonnes)

	1988-89	1989-90	1990-91
Par variété			
Maltaises	40.466	28.011	26.088
Clémentines	175	335	-
Valencia	770	560	420
Autres	62	55	18
T O T A L	41.473	28.961	26.526
Par destination			
France	28.690	23.691	20.930
Yougoslavie	5.434	3.764	4.220
Tchécoslovaquie	2.490	1.432	1.167
Autres pays	2.032	74	209

Les exportations à destination de la France ont marqué une baisse de 12% par rapport à l'année dernière. Cette baisse est due essentiellement aux problèmes liés à la guerre du Golfe et aux conditions climatiques défavorables en France (froid) qui ont empêché une bonne distribution du produit.

Depuis janvier 1990, les exportations d'agrumes sur la CEE sont soumises à un contingent de 28.000 T/an en franchise de droits et taxes, et assujetties à un prix de référence modulable.

Pour la campagne 1991-92, il est attendu une production de 185.300 T avec une prédominance des oranges de calibre moyen. Cette diminution de la production s'explique par les séquelles des fortes attaques d'Aleurode, par la persistance des problèmes mentionnés ci-dessus, et par la chute de grêle dans la région du Cap Bon au cours de l'automne 1991.

Compte tenu de ce faible niveau de production et des événements qui se déroulent en Yougoslavie (marché traditionnel d'oranges de petit calibre), les exportations porteraient probablement sur un volume de 25.000 T dont 22.000 T sur la France.

3- Les dattes :

La production de dattes de l'année 1991 est évaluée à 74.700 T contre 81.200 T en 1990. Cette baisse de 8% a affecté essentiellement la variété Deglet Nour (24.000 T à Kébili contre 32.000 T en 1990; et 11.500 T à Tozeur contre 22.000 T en 1990).

EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE DATTES
(en 1.000 tonnes)

	1988	1989	1990	1991
Deglet Nour	45	50	55,7	45,7
Dattes communes	25	25	25,5	29
T O T A L	70	75	81,2	74,7

La production de 1991 est toutefois de meilleure qualité (le taux d'infestation par les vers de dattes n'est pas élevé). Un retard de maturité a été cependant enregistré dans le Jérid (10 à 15 jours) et au Nefzaoua (1 mois).

Pour la protection des régimes contre la pluie, une vaste campagne de sensibilisation a été menée, et il a été mis à la disposition des producteurs 67 tonnes de films polyéthylène et 12 tonnes de papier craft à des prix subventionnés (30% pour le plastique et 50% pour le papier). Malgré tous les efforts fournis, le nombre de régimes protégés n'a pas dépassé 1,3 millions de régimes (12 % du total).

Quant au programme de lutte intégrée contre les vers de dattes, il est prévu pour l'année 1992 la construction et l'équipement d'une salle de prédateurs à Tozeur, et la réalisation d'un premier essai de traitement par la bactospène par voie terrestre et aérienne.

Les prix minima à l'exportation ont été relevés de 100 D/T par rapport à leurs niveaux de l'année dernière, en se situant à 1.400 D/T pour la variété Deglet Nour (contre 1.300 D/T); et 1.200 D/T pour les dattes communes (contre 1.100 D/T).

Les exportations de la campagne 1990-91 (prélevées sur la production de 1990) ont atteint 19.237 T contre 18.400 au cours de 1989-90.

Le retard de maturité des fruits de la production de 1991 s'est répercuté sur la campagne de cueillette qui a démarré lentement en début Novembre, et surtout sur la campagne d'exportation 1991-92. A la fin du mois de novembre 1991, les quantités exportées avaient atteint 8.200 T pour une valeur de 20,6 MD contre des réalisations respectives de 10.239 T et 28,7 MD en 1990. Dans le but de résorber le retard et d'exporter 14.000 à 16.000 T au cours de la première période d'exportation (jusqu'à fin décembre 91), les mesures suivantes ont été prises :

- autorisation des privés à transporter les dattes pour le compte des exportateurs jusqu'au 31 janvier 1992,
- importation de remorques vides en cas de besoin,
- création d'un comité spécial de suivi du transport au GID.

En ce qui concerne les prévisions pour l'année 1992, les projections tablent sur un volume de production de 82.000 T et un volume d'exportation de 20.000 T.

4- La vigne de cuve :

Depuis trois campagnes, la production de vigne de cuve enregistre une reprise significative après la décélération des années 80.

La mise en oeuvre de la stratégie arrêtée en 1988 a redonné de l'intérêt au secteur grâce à la consolidation de la subvention sur les plants et les travaux de défoncement, et l'amélioration du prix à la production suite au relèvement du prix du vin au niveau de la consommation locale.



SUITE EN

F

2



MICROFICHE N°

07654

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F 2

Ainsi, la production de 1991 est estimée à 60.000 tonnes de raisin, enregistrant une augmentation de 50% par rapport au niveau de 1990. Les 60.000 T de raisin ont permis de produire 420.000 hectolitres de vin. La production de vin a évolué comme suit au cours des cinq dernières années :

1987 :	419.200	Hls,
1988 :	221.000	" ,
1989 :	233.000	" ,
1990 :	274.000	" ,
1991 :	420.000	" .

Sur la base de la production estimée de 1991, il est attendu que les exportations atteignent 160.000 Hls de vin contre 121.000 Hls exportés à partir de la production de 1990. Toutefois, il reste à mentionner que les exportations de vin se heurtent au problème de la concurrence du vin de la CEE, fortement subventionné, sur les autres marchés.

Pour l'année 1992, il est prévu de réaliser une production du même niveau que celle de 1991, soit 60.000 T de raisin.

5- Les autres spéculations arboricoles :

5.1- Les amandes :

Après une production record de 52.000 T en 1990, la production d'amandes a chuté de 23 % en 1991 en réalisant un niveau de 40.000 T seulement. Cette baisse de production est imputable à l'existence d'un excès d'humidité dans le sol et aux pluies enregistrées en pleine période de floraison.

5.2- Les abricots :

Après la baisse de production tout le long des années 80 suite aux arrachages massifs, la production d'abricots enregistre depuis 1989 une reprise favorisée par l'entrée en production des plantations réalisées au cours des VI^è et VII^è Plans.

La production de 1991 est estimée à 20.000 T contre 17.000 tonnes en 1990, et celle attendue pour 1992 serait de 21.000 T.

Les exportations d'abricots ont atteint 568 T en 1991 contre 237 T en 1990.

5.3- Le raisin de table :

La production de raisin de table de l'année 1991 est estimée à 60.000 T (+50% par rapport à 1990). Cette importante augmentation de la production a engendré une baisse des prix à la production.

Les projections pour 1992 se basent sur une légère amélioration du niveau de production qui devrait atteindre 61.000 T.

6- Les nouvelles plantations :

Les nouvelles plantations arboricoles ont concerné au cours de l'année 1991 une superficie de 56.140 hectares contre 60.855 Ha en 1990. L'essentiel des plantations était constitué d'oliviers à huile (24.700 hectares), d'amandiers (12.200 Ha) et de pistachiers (5.300 Ha).

LES CULTURES MARAÎCHÈRES

LES CULTURES MARICHERES

1- La pomme de terre :

La production de pomme de terre de l'année 1991 a été légèrement supérieure au niveau record de 1990, soit 220.000 tonnes contre 217.000 tonnes.

Les superficies cultivées ont atteint 17.000 hectares dont 7.200 Ha en arrière-saison, 1.100 Ha en culture de primeur et 8.700 Ha en cultures de saison.

EVOLUTION DE LA CULTURE DE LA POMME DE TERRE

	1989-90		1990-91	
	Superficie (hectares)	Production (tonnes)	Superficie (hectares)	Production (tonnes)
Arr. Sais.	7.200	75.000	7.200	60.000
Primeur	1.800	27.000	1.100	15.000
Saison	6.900	115.000	8.700	145.000
T O T A L	15.900	217.000	17.000	220.000

Il est constaté à partir de cette évolution un recul des superficies de pomme de terre de primeur au profit de la pomme de terre de saison. L'impraticabilité des terrains pendant la période de semis de la pomme de terre de primeur à cause de l'abondance des pluies est la raison essentielle de cette évolution.

Le léger mieux enregistré au niveau de la production n'a pas été suffisant pour refléter l'accroissement des superficies emblavées. En effet, les rendements ont légèrement baissé entre 1990 et 1991, mais restent tout de même nettement meilleurs que ceux des années précédentes.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION, DES SUPERFICIES
ET DES RENDEMENTS DE POMME DE TERRE

	1988	1989	1990	1991
Production (1.000 T)	180	180	217	220
Superficies (1.000 Ha)	16,5	16,0	15,9	17,0
Rendement (T/Ha)	10,9	11,3	13,7	13,0

La perturbation de la répartition de la production entre primeur, arrière saison et saison a engendré, à son tour, une irrégularité de l'approvisionnement des marchés. C'est ainsi qu'au cours des mois de Janvier, Février et Mars 1991, le pays a dû recourir à l'importation de 14.600 tonnes de pomme de terre de consommation pour pouvoir faire face à la demande. Ainsi, et malgré l'augmentation de la production en 1991 par rapport à 1990, les importations ont été plus importantes (elles n'avaient concerné que 7.500 tonnes en 1990).

Dans le but de stabiliser les prix sur le marché intérieur, le Groupement Interprofessionnel des Légumes est intervenu pour acheter et stocker 2.900 tonnes de pomme de terre sur la base d'un prix d'achat de 200 millimes le kilogramme contre 1.910 tonnes en 1989-90.

En ce qui concerne les semences, les quantités importées ont porté sur 19.000 tonnes contre 16.000 tonnes l'année d'avant. A part les 1.486 tonnes qui ont été importées par le GIL pour la multiplication des semences, le reste a été importé exclusivement par des opérateurs privés.

Les exportations de pomme de terre se sont étalées depuis la fin du mois de Novembre 1990 jusqu'à la mi-Mai 1991 et ont porté sur 5.740 tonnes, contre 19.250 tonnes au cours de la même période de l'année précédente. Cette chute est explicable, en partie, par la baisse de notre production de pomme de terre de primeur, et par les difficultés d'écoulement sur les marchés extérieurs durant la guerre du Golfe.

Pour ce qui est de la campagne 1991-92, les besoins en semences ont été estimés à 34.000 tonnes dont 14.000 tonnes pour les cultures d'arrière-saison, 4.000 tonnes pour les cultures de primeur, et 16.000 tonnes pour les cultures de saison.

Le programme d'approvisionnement en semences prévoit l'importation de 18.500 tonnes dont 16.000 T en commande ferme, 2.000 T en option, et 500 T de la variété Nicola dont la production sera destinée à l'exportation.

Les superficies à emblaver seront de l'ordre de 17.000 hectares et permettront de produire 225.000 tonnes.

2- La tomate :

La production de tomate de la campagne 1990-91 est estimée à 590.000 tonnes contre 530.000 tonnes en 1989-90. Cette augmentation de 11,3 % provient essentiellement d'un accroissement de la production de tomate de saison qui a enregistré un record absolu (510.000 tonnes).

Les superficies cultivées ont enregistré une légère augmentation en passant de 21.000 hectares en 1989-90 à 22.500 Ha en 1990-91. Les rendements se sont aussi améliorés (de 25,2 T/Ha à 26,2 T/Ha pour les mêmes périodes).

EVOLUTION DE LA PRODUCTION, DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS DE TOMATE

	1988	1989	1990	1991
Production (1.000 T)	420	440	510	590
Superficies (1.000 Ha)	18	19,3	21	22,5
Rendement (T/Ha)	23,3	22,8	25,2	26,2

La tomate de saison a toutefois connu un retard de récolte de 15 à 20 jours dans certaines régions du Nord dû à un repiquage tardif par suite des conditions prévalant au printemps, et des attaques de certaines maladies.

De ce fait, la campagne de transformation a, elle aussi, démarré avec du retard. Le démarrage n'a eu lieu qu'au cours de la troisième semaine de Juillet et la campagne s'est étalée jusqu'en Septembre.

Les quantités de tomates fraîches transformées ont atteint 467.000 tonnes ayant permis la production de 83.000 tonnes de double concentré de tomate, contre respectivement 390.000 et 70.000 tonnes la campagne précédente. D'après les comptes ressources-emplois, il y aurait un excédent de 25.000 tonnes disponibles à l'exportation.

Le prix de cession de la tomate fraîche destinée à la transformation n'a pas subi de changement. Il est resté à son niveau de 70 millimes le kilogramme.

Pour ce qui est de la campagne 1991-92, il est prévu d'améliorer légèrement le niveau de production enregistré en 1991 (soit 600.000 tonnes) avec des superficies cultivées de 22.200 hectares. Pour y parvenir, les rendements sont appelés à s'améliorer par rapport à leur niveau de 1991, en passant de 26,2 T/Ha à 27 T/Ha. Un renforcement des actions de vulgarisation en matière de techniques de production (densité de plantation, traitements préventifs, variétés résistantes, irrigation, etc.) est nécessaire pour permettre la réalisation de ces objectifs.

3- Le piment :

La production de piment de la campagne 1990-91 est évaluée à 180.000 tonnes contre 175.000 tonnes en 1989-90, soit un accroissement de 2,8 %.

Les superficies cultivées ont atteint 16.800 hectares alors qu'elles n'étaient que de 14.000 hectares au cours de la précédente campagne. Toutefois, les rendements ont accusé une baisse par rapport à leur niveau de l'année dernière en se situant à 10,7 tonnes par hectare.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION, DES SUPERFICIES
ET DES RENDEMENTS DE PIMENT

	1988	1989	1990	1991
Production (1.000 T)	120	110	175	180
Superficies (1.000 Ha)	11	11,3	14	16,8
Rendement (T/Ha)	10,9	9,7	12,5	10,7

La production attendue pour 1992 serait de 190.000 tonnes. Cet accroissement proviendra essentiellement d'une amélioration des rendements par la généralisation des traitements et l'utilisation de variétés sélectionnées.

Le prix de cession de la tomate fraîche destinée à la transformation n'a pas subi de changement. Il est resté à son niveau de 70 millimes le kilogramme.

Pour ce qui est de la campagne 1991-92, il est prévu d'améliorer légèrement le niveau de production enregistré en 1991 (soit 600.000 tonnes) avec des superficies cultivées de 22.200 hectares. Pour y parvenir, les rendements sont appelés à s'améliorer par rapport à leur niveau de 1991, en passant de 26,2 T/Ha à 27 T/Ha. Un renforcement des actions de vulgarisation en matière de techniques de production (densité de plantation, traitements préventifs, variétés résistantes, irrigation, etc.) est nécessaire pour permettre la réalisation de ces objectifs.

3- Le piment :

La production de piment de la campagne 1990-91 est évaluée à 180.000 tonnes contre 175.000 tonnes en 1989-90, soit un accroissement de 2,8 %.

Les superficies cultivées ont atteint 16.800 hectares alors qu'elles n'étaient que de 14.000 hectares au cours de la précédente campagne. Toutefois, les rendements ont accusé une baisse par rapport à leur niveau de l'année dernière en se situant à 10,7 tonnes par hectare.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION, DES SUPERFICIES
ET DES RENDEMENTS DE PIMENT

	1988	1989	1990	1991
Production (1.000 T)	120	110	175	180
Superficies (1.000 Ha)	11	11,3	14	16,8
Rendement (T/Ha)	10,9	9,7	12,5	10,7

La production attendue pour 1992 serait de 190.000 tonnes. Cet accroissement proviendra essentiellement d'une amélioration des rendements par la généralisation des traitements et l'utilisation de variétés sélectionnées.

4- L'artichaut :

Depuis déjà deux campagnes, la production d'artichaut est en baisse. Les quantités produites n'ont atteint que 9.000 tonnes en 1991 contre 12.000 tonnes en 1990 et 13.500 tonnes en 1989.

Les superficies cultivées ont stagné entre 1991 et 1990, mais ont régressé par rapport à 1989 et 1988. Les rendements ont aussi accusé une baisse.

Ce phénomène qui a caractérisé la culture de l'artichaut ces dernières années est dû à divers problèmes rencontrés par les agriculteurs, et ayant trait essentiellement aux difficultés d'écoulement du produit sur le marché international, et aussi à certains problèmes techniques tels que les variétés et la maîtrise des techniques de production.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION, DES SUPERFICIES ET DES RENDEMENTS DE L'ARTICHAUT

	1988	1989	1990	1991
Production (1.000 T)	15,8	13,5	12	9
Superficies (1.000 Ha)	1,76	1,6	1,5	1,5
Rendement (T/Ha)	8,9	8,4	8,0	6,0

Pour la campagne 1991-92, il est attendu une reprise de la culture. Les superficies cultivées évolueront pour atteindre 1.600 hectares, et la production escomptée serait de l'ordre de 12.000 tonnes.

5- Les melons et pastèques :

La culture des melons et pastèques a connu une extension des superficies durant les deux dernières années, aussi bien pour les cultures sous tunnels que pour les cultures de plein champ, particulièrement en sec. De 25.800 hectares en 1989, les superficies réservées à ces cultures sont passées à 40.500 hectares en 1990 et 41.600 hectares en 1991.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION, DES SUPERFICIES
ET DES RENDEMENTS DES MELONS ET PASTÈQUES

	1988	1989	1990	1991
Production (1.000 T)	250	250	450	450
Superficies (1.000 Ha)	19,4	25,8	40,5	41,6
Rendement (T/Ha)	12,9	9,7	11,1	10,8

Pour la campagne 1991-92, il est attendu une production du même niveau que celle des deux dernières campagnes, soit 450.000 tonnes.

6- L'oignon :

La production d'oignon est caractérisée par son irrégularité. Cependant, la production de 1991 a enregistré une augmentation considérable, en atteignant le niveau de 220.000 tonnes contre une moyenne de 107.000 tonnes au cours des trois dernières années.

Cette évolution de la production est due, en partie, à une extension des superficies qui ont plus que doublé. Elles ont atteint 14.000 hectares après avoir stagné aux environs de 6.500 hectares. De même, les rendements se sont légèrement améliorés.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION, DES SUPERFICIES
ET DES RENDEMENTS DE L'OIGNON

	1988	1989	1990	1991
Production (1.000 T)	100	121	100	220
Superficies (1.000 Ha)	6	6,7	6,5	14
Rendement (T/Ha)	16,7	18,1	15,4	15,7

Ce niveau élevé de la production a engendré une chute des prix sur le marché local. Les prix ont baissé jusqu'à 120 millimes le kilogramme alors qu'ils étaient de 350 à 450 l'année précédente.

L' ELEVAGE

Le développement du sous-secteur de l'oignon, reste ainsi tributaire d'une organisation de la commercialisation du produit, afin d'éviter les hauts et les bas aussi bien au niveau de la production qu'à celui des prix. L'intervention du GIL dans ce sous-secteur devrait être envisagée.

Pour la campagne 1991-92, il est prévu de revenir à une superficie proche de la moyenne (soit 7.000 hectares) et une production de l'ordre de 120.000 tonnes. Les rendements devront donc atteindre le niveau de 17 tonnes à l'hectare.

7- Les cultures sous serres :

Les superficies cultivées sous grands abris serres ont atteint 1.250 hectares en 1991 contre 1.118 hectares en 1990. La superficie inculte qui était de l'ordre de 111 hectares l'année écoulée a baissé à 41 hectares. Cet effort de mise en culture des superficies équipées a été constaté essentiellement dans les gouvernorats de Nabeul, Sfax, Sousse, Gafsa, Kébili, Gabès et Mahdia.

La répartition des superficies cultivées entre les différentes spéculations se présente comme suit :

REPARTITION DES SUPERFICIES SOUS SERRES PAR PRODUIT

	1988-89		1989-90		1990-91	
	Superf.	%	Superf.	%	Superf.	%
Tomate	295	27,6	311	27,8	333	26,7
Piment	570	53,4	623	55,7	693	55,5
Melon	116	10,9	91	8,1	115	9,2
Divers	86	8,1	93	8,4	109	8,6
TOTAL	1.067	100,0	1.118	100,0	1.250	100,0

L'ELEVAGE

Le secteur de l'élevage a connu au cours de la campagne 1990-91 une amélioration notable tant au niveau de l'évolution des effectifs qu'à celui des productions.

Les disponibilités alimentaires en quantités suffisantes, conjuguées aux effets positifs des diverses mesures d'encouragement prises au profit du secteur sont en train de provoquer une reprise matérialisée par une évolution des investissements et un regain d'intérêt de la part des agriculteurs quant à la réintroduction de l'élevage dans les fermes.

Sur le plan sanitaire, les efforts entrepris pour éradiquer les principales maladies ont été poursuivis et des dispositions ont été prises pour protéger notre cheptel contre la "maladie des vaches folles" et la peste équine.

I- LES RESSOURCES ALIMENTAIRES DU CHEPTEL :

L'importance de la pluviométrie de la campagne 1990-91 et sa bonne répartition ont été favorables au développement des ressources pastorales et des cultures fourragères.

Les ressources fourragères disponibles ont atteint 3.930 millions d'unités fourragères (UF) sur un besoin annuel de 3.870 millions d'UF, dégageant ainsi un excédent de 62 millions d'UF.

1- Les cultures fourragères :

La superficie emblavée en fourrages au cours de la campagne 1990-91 était de l'ordre de 242.000 hectares dont 30.000 hectares en irrigué. La production de foin a atteint 520.000 tonnes contre 488.000 tonnes en 1989-90.

D'une manière générale, les cultures fourragères ont fourni 570 millions d'UF, soit 12 % des besoins annuels du cheptel.

2- Les sous-produits des cultures :

L'ensemble des sous-produits des cultures tels que la paille, les brindilles et bois de taille des oliviers ont contribué pour près de 754 millions d'UF dans les ressources alimentaires, soit 19,5 % des besoins. La production de paille a atteint 1,3 millions de tonnes contre 1 million la campagne précédente.

3- Les aliments concentrés :

Au terme de l'année 1991, la production d'aliments concentrés industriels atteindrait 640.000 tonnes contre 586.000 tonnes en 1990, soit un accroissement de 9,2 %. Cet accroissement provient essentiellement de l'augmentation de la production d'aliments pour volailles comme il ressort du tableau suivant :

PRODUCTION D'ALIMENTS CONCENTRES
(en 1.000 tonnes)

	1990	1991	Accrois.
Aliments avicoles	436	480	+ 10 %
Aliments pour ruminants	150	160	+ 6,7 %
T O T A L	586	640	+ 9,2 %

II- LES EFFECTIFS ET LES PRODUCTIONS ANIMALES :

1- Les effectifs :

Les résultats de l'enquête agricole de base 1991 font ressortir une légère hausse des effectifs bovins, ovins et caprins. Cette augmentation est imputable à l'amélioration de la disponibilité des ressources alimentaires du cheptel et aux mesures d'encouragement décidées en faveur du secteur.

EVOLUTION DES EFFECTIFS
(en 1.000 unités)

	1990	1991	Accrois.
Vaches et génisse pleines	348	357	+ 2,6 %
Brebis	3266	3312	+ 1,4 %
Chèvres	672	693	+ 3,1 %

Pour l'aviculture, les effectifs de poules pondeuses ont atteint 4,1 millions de sujets en 1991 contre 3,613 millions en 1990; alors que ceux des poulets de chair sont passés de 31 millions de sujets en 1990 à 29,5 millions en 1991.

2- Les productions :

2.1- La production de viandes :

La production de viandes pour l'année 1991 a atteint 132.700 tonnes contre 124.600 tonnes en 1990, soit un accroissement de 6,5 %. Cette production se répartit par type de viande comme suit :

PRODUCTION DE VIANDES
(en 1.000 tonnes)

	1990	1991	Variation
Viande bovine	33,8	35,9	+ 6,2 %
Viande ovine	33,7	34,0	+ 0,9 %
Viande caprine	5,9	5,4	- 8,5 %
Viande avicole	46,5	52,5	+ 12,9 %
Autres viandes	4,7	4,9	+ 4,3 %
T O T A L	124,6	132,7	+ 6,5 %

Pour encourager la production de viande bovine locale, il a été procédé au cours de l'année 1991 à la libération de son prix à tous les stades. En plus, une augmentation des prix de rétrocession des viandes importées a été décidée, faisant passer ces prix de 2,300 Dinars à 2,750 Dinars le kilogramme. Ces mesures auront un effet positif sur la relance de la production locale de viande bovine. Toutefois, cet effet ne commencerait à se manifester qu'au cours de l'année 1992 eu égard à la rigidité des systèmes de production, et les délais d'adaptation nécessaires.

Au niveau de l'aviculture, une surproduction de poulet de chair a été enregistrée au cours du premier semestre de l'année 1991, faisant chuter les prix de façon considérable. Face à cette situation, le Groupement Interprofessionnel des Produits Avicoles (GIPA) est intervenu pour stocker 457 tonnes de viande

de poulet, ce qui a permis de redresser la situation à partir de la mi-juillet 1991.

2.2- la production laitière :

La production laitière de l'année 1991 aurait atteint 419.000 tonnes contre 400.000 tonnes en 1990, enregistrant ainsi un accroissement de 4,7 %.

Les actions de soutien au secteur ont concerné notamment :

- l'institution d'un crédit à moyen terme finançant l'élevage des génisses nées en Tunisie et couvrant 70 % des dépenses d'alimentation,
- l'augmentation du prix à la production du litre de lait qui est passé, au niveau de la ferme, de 280 à 300 millimes pour le lait non réfrigéré, et de 290 à 310 millimes pour le lait réfrigéré,
- l'augmentation de la prime de collecte qui est passée de 30 à 35 millimes le litre, et
- l'importation de 3.238 génisses pleines de race pure.

2.3- la production d'oeufs :

Comme pour la production de poulet de chair, une surproduction a été enregistrée au cours du premier semestre 1991. Pour remédier à cette situation de surproduction, le GIPA est intervenu par :

- le stockage de 21,6 millions d'oeufs, et
- la réforme anticipée de 360.000 pondeuses.

Ces deux mesures ont permis au secteur de connaître vers la mi-juillet un redressement des prix des oeufs de consommation au niveau de 38 millimes l'unité contre 40 millimes au cours du mois de mai 1991.

III- LA SANTE ANIMALE :

L'état sanitaire du cheptel a été globalement satisfaisant. Les services vétérinaires ont réalisé toutes les campagnes programmées pour l'année 1991. Par ailleurs, des dispositions ont été prises pour protéger notre cheptel contre certaines maladies telles que la peste équine (observée au Maroc) et la maladie des vaches folles qui s'est déclarée en Europe.

de poulet, ce qui a permis de redresser la situation à partir de la mi-juillet 1991.

2.2- La production laitière :

La production laitière de l'année 1991 aurait atteint 419.000 tonnes contre 400.000 tonnes en 1990, enregistrant ainsi un accroissement de 4,7 %.

Les actions de soutien au secteur ont concerné notamment :

- l'institution d'un crédit à moyen terme finançant l'élevage des génisses nées en Tunisie et couvrant 70 % des dépenses d'alimentation,
- l'augmentation du prix à la production du litre de lait qui est passé, au niveau de la ferme, de 280 à 300 millimes pour le lait non réfrigéré, et de 290 à 310 millimes pour le lait réfrigéré,
- l'augmentation de la prime de collecte qui est passée de 30 à 35 millimes le litre, et
- l'importation de 3.238 génisses pleines de race pure.

2.3- La production d'oeufs :

Comme pour la production de poulet de chair, une surproduction a été enregistrée au cours du premier semestre 1991. Pour remédier à cette situation de surproduction, le GIPA est intervenu par :

- le stockage de 21,6 millions d'oeufs, et
- la réforme anticipée de 360.000 pondeuses.

Ces deux mesures ont permis au secteur de connaître vers la mi-juillet un redressement des prix des oeufs de consommation au niveau de 48 millimes l'unité contre 40 millimes au cours du mois de mai 1991.

III- LA SANTE ANIMALE :

L'état sanitaire du cheptel a été globalement satisfaisant. Les services vétérinaires ont réalisé toutes les campagnes programmées pour l'année 1991. Par ailleurs, des dispositions ont été prises pour protéger notre cheptel contre certaines maladies telles que la peste équine (observée au Maroc) et la maladie des vaches folles qui s'est déclarée en Europe.

1- La fièvre aphteuse :

Depuis le mois de décembre 1989, trois grandes campagnes nationales ont été effectuées et ont touché 5 à 6,5 millions de têtes entre bovins, ovins, caprins et camélidés.

La réalisation de ces campagnes a nettement amélioré la situation de sorte qu'au cours de l'année 1991, seuls 35 foyers ont été déclarés contre 2.215 foyers au cours de la première campagne (décembre 1989).

En 1992, une quatrième campagne sera réalisée et touchera 6 millions de têtes.

2- La tuberculose :

La lutte contre la tuberculose bovine dans les fermes de l'Office des Terres Domaniales et les Unités Coopératives de Production entamée depuis 1985 s'est poursuivie en 1991. Les résultats obtenus sont considérés satisfaisants, et le taux d'infection n'est plus que de 0,25 % contre 8 % avant que la lutte ne soit entamée.

Pour ce qui est des élevages du secteur privé, la lutte contre la tuberculose des vaches de race pure a concerné, depuis son démarrage en 1989, le contrôle de 2.384 élevages et l'abattage de 1.546 bovins avec indemnisation des éleveurs.

3- La lucilie bouchère :

Le programme régional d'éradication de la lucilie bouchère basé sur la lutte biologique par la technique de lâchée de mouches stériles a démarré en Libye en décembre 1990.

Les résultats obtenus sont encourageants, et à la date du 15 octobre 1991, la lutte a été arrêtée puisqu'aucun cas positif n'a été détecté en Libye. Néanmoins, une année de suivi et de surveillance demeure encore nécessaire pour que la Libye puisse être déclarée pays indemne.

Les services vétérinaires du Ministère de l'Agriculture continueront jusqu'au mois d'octobre 1992 le programme de prévention et de surveillance de la lucilie bouchère.

IV- LES PERSPECTIVES DE 1992 :

Les pluies enregistrées depuis le début de la campagne 1991-92 ont été favorables pour les cultures fourragères dans le Nord du pays. Dans le Sud, les parcours n'ont pas connu le développement souhaité par manque de pluies, ce qui risque d'affecter la disponibilité des ressources fourragères pour le cheptel dans cette région. Toutefois, et compte tenu des stocks de report en foin et en paille provenant de la campagne précédente, l'approvisionnement sera assuré convenablement dans toutes les régions du pays jusqu'à la prochaine récolte.

Les emblavures fourragères ont porté sur 232.000 hectares de cultures annuelles dont 24.000 hectares en irrigué.

L'état des parcours a été affecté par le manque de pluies en automne dans certaines régions, mais les pluies enregistrées fin novembre-début décembre amélioreront la situation.

Pour ce qui est des productions, il est attendu qu'elles évoluent comme suit entre 1991 et 1992 :

PRODUCTION PREVISIONNELLE (en 1.000 tonnes)

	1991	1992*	Variation
Viande bovine	35,9	36,9	+ 2,8 %
Viande ovine	34,0	35,6	+ 4,7 %
Viande caprine	5,4	5,5	+ 1,9 %
Viande avicole	52,5	55,5	+ 5,7 %
Autres viandes	4,9	5,2	+ 6,1 %
T O T A L	132,7	138,7	+ 4,5 %

* Prévisions.

LA PÊCHE

LA PECHE

Les difficultés rencontrées par le secteur de la pêche depuis la fin des années 80 persistent encore et se sont répercutées sur les niveaux de production qui ont été nettement en deçà du record de 1988 (103.000 tonnes).

Depuis 1989, la production de la pêche a entamé un trend décroissant :

- 1988 : 102.800 tonnes,
- 1989 : 95.000 tonnes,
- 1990 : 88.600 tonnes,

et il est attendu que la production de 1991 atteigne au maximum 90.000 tonnes.

1- La production :

Au terme des onze premiers mois de l'année 1991, les quantités produites ont atteint 80.600 tonnes, contre 80.200 tonnes au cours de la même période de l'année 1990. Cette légère progression de 0,5 % est due essentiellement à l'augmentation des captures de poisson bleu (+ 6 %), et de thon (+27 %); alors que la pêche côtière a accusé une baisse de 4 %, et la pêche au chalut une baisse de 3%.

En ce qui concerne les résultats globaux de l'année 1991, il est attendu que la production totale des produits de la mer atteigne 90.000 tonnes, se traduisant par une légère augmentation de 1,6 % par rapport au niveau de 1990.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE LA PECHE (en tonnes)

	1989	1990	1991	91/90
Pêche côtière	46.100	40.500	37.500	- 7,4 %
Pêche au chalut	18.000	17.500	16.200	- 7,4 %
Pêche au feu	27.400	26.800	32.000	+19,4 %
Autres	3.600	3.800	4.300	+13,1 %
T O T A L	95.100	88.600	90.000	+ 1,6 %

Les raisons de cette baisse de la production ont été mentionnées à plusieurs reprises. Elles concernent :

- l'exploitation abusive des ressources benthiques principalement dans le Golfe de Gabès,

- la surexploitation de certaines espèces (crevettes, poulpes) près du littoral,

- la concentration des embarcations sur le littoral Est, et particulièrement dans les zones de Sfax et Gabès, alors que la côte Nord reste insuffisamment exploitée malgré les avantages accordés pour la pêche dans les eaux du Nord.

Les solutions proposées pour résoudre ces problèmes et redonner au secteur de la pêche sa dynamique consistent à :

- limiter la pêche dans le Golfe de Gabès,

- appliquer, d'une façon rigoureuse, la réglementation au dépend des contrevenants,

- assurer un meilleur équilibre dans la répartition de la flottille entre les régions,

- garantir l'exploitation des importantes ressources en chalut pélagique, et

- sauvegarder les ressources benthiques.

Par ailleurs, le développement de l'aquaculture constitue un important créneau, surtout pour les produits exportables. Démarrée au début des années 80, l'aquaculture est passée du stade de la recherche au stade de la réalisation des projets en 1983. Bien qu'encore timide, la production aquacole est en constante évolution.

Pour l'année 1992, il est prévu que la production de la pêche atteigne le niveau de 100.000 tonnes dont :

- 45.000 tonnes de pêche côtière,
- 19.000 tonnes de pêche au chalut,
- 31.000 tonnes de pêche au feu, et
- 5.000 tonnes de divers.

2- Les exportations :

Les quantités exportées au cours des onze premiers mois de l'année 1991 ont totalisé 12.000 tonnes pour une valeur de 71,6 millions de Dinars, contre respectivement 16.000 tonnes et 91,5 millions de Dinars pour la même période de l'année 1990.

A l'exception des conserves et semi-conserves dont les exportations ont augmenté de 174 % en volume et 220 % en valeur, pratiquement toutes les autres catégories de pêche ont accusé une régression des exportations, aussi bien en quantité qu'en valeur.

Les plus importantes baisses d'exportation ont été enregistrées au niveau du corail (-45 % en volume et -49 % en valeur) et des poissons (-18 % en volume et -24 % en valeur).

Pour l'année 1991, il est attendu que les exportations des produits de la mer totalisent 14.000 tonnes pour une valeur de 76 MD.

Les prix moyens à l'exportation ont accusé une chute en 1991 par rapport à leur niveau de 1990 et ce pour la majorité des produits.

EVOLUTION DES PRIX MOYENS A L'EXPORTATION (en Dinars par Kg)

	1990	1991	Variation
Poissons	11,784	10,955	- 7,3 %
Crustacés	13,275	11,181	- 15,7 %
Mollusques	3,490	3,622	+ 3,7 %
Corail	209,531	194,975	- 6,9 %
Epaves	109,456	95,481	- 12,8 %
Conserves	2,376	2,785	+ 17,2 %
Divers	7,919	3,406	- 56,9 %

3- L'infrastructure portuaire :

L'infrastructure portuaire compte actuellement 10 ports hauturiers (un par gouvernorat côtier) et 20 ports côtiers, soit une moyenne d'un port tous les 40 kilomètres de littoral.

La capacité d'entreposage frigorifique à 0° est de 1.915 tonnes, tandis que celle des tunnels de congélation et des chambres d'entreposage à -25° sont respectivement de 430 tonnes/jour et 10.500 tonnes.

Cette infrastructure n'est toutefois pas exploitée d'une manière optimale à cause :

- de l'insuffisance de l'entretien et de la maintenance par manque de moyens et de personnel qualifié, et
- du manque d'organismes inter-professionnels pour la prise en charge des services portuaires.

4- Les investissements et la flottille :

Au terme de l'année 1990, la flottille comptait 396 chalutiers, 308 sardiniers et plus de 11.600 barques côtières.

Cette flottille a été renforcée en 1991 par l'acquisition de 26 chalutiers, 200 barques côtières et 10 sardiniers.

Les investissements consentis au titre de l'année 1991 ont porté sur 47,8 millions de Dinars contre 47,7 MD en 1990 et 47,5 MD en 1989. Cette stagnation des investissements dans le secteur de la pêche se manifeste aussi bien au niveau des investissements publics, qu'au niveau des investissements privés. Il est toutefois important de signaler que les investissements privés dans le secteur de la pêche représentent près de 80 % des investissements totaux.

Les investissements de 1991 ont concerné :

- l'acquisition de nouvelles unités de pêche,
- l'extension du projet d'aquaculture de Hergla,
- la réalisation de deux projets d'entreposage frigo,
- la réalisation de trois projets de commercialisation à l'intérieur du pays, et
- le développement et l'amélioration de l'infrastructure portuaire.

Pour 1992, il est attendu que le volume d'investissements dans le secteur de la pêche atteigne 56,1 millions de Dinars dont 7,9 MD (14 %) seront réalisés par l'Administration (développement et amélioration de l'infrastructure portuaire) et 48,2 MD (86 %) par les opérateurs privés.

L' AGRO-ALIMENTAIRE

I. L'AGRO-ALIMENTAIRE

I- LA PRODUCTION :

Exprimée aux prix constants de 1990, la valeur de la production du secteur de l'agro-alimentaire a atteint 1.760 MD en 1991 contre 1.603 MD en 1990, soit un accroissement de 9,8%. La valeur ajoutée est passée de 321 MD en 1990 à 343 MD en 1991 (+6,9%).

1- L'industrie du sucre :

La production de sucre de betterave de la campagne 1990-91 a atteint 18.700 tonnes pour 183.000 tonnes de betterave, contre respectivement 23.000 T et 250.000 tonnes la campagne précédente. La baisse des quantités réceptionnées, due à une baisse de la production, a été compensée par une amélioration relative de la teneur en sucre qui est passée de 15,1% à 15,6%.

Par ailleurs, la production de mélasse et celle de pulpes fraîches ont accusé une baisse de 32% et 42% respectivement. Les productions de cette campagne se sont élevées à 10.050 T de mélasse (14.700 T en 1990) et 52.100 T de pulpes (72.900 T en 1990).

Compte tenu de la production de sucre de betterave et de l'importation de sucre et dérivés (155.000 T), la production de sucre en poudre atteindrait 85.000 T en 1991 (contre 67.600 T en 1990); et celle de sucre aggloméré serait du même ordre que celle de l'année dernière (23.000 T). Quant aux produits de la confiserie et de la chocolaterie, ils connaîtraient une légère augmentation par rapport à l'année écoulée.

2- Les conserves alimentaires :

2.1- La campagne de tomate :

L'année 1991 a constitué un record avec la transformation de 467.000 T de tomate fraîche donnant lieu à une production de l'ordre de 83.000 T de double concentré de tomate. Ce niveau de production dégagerait un excédent de 28.000 T de concentré sur la base d'une demande nationale de 55.000 T.

Au cours des dix premiers mois de l'année 1991, les exportations de double concentré de tomate ont atteint 11.200 T pour une valeur de 10,5 MD contre 1.400 T et 2,9 MD réalisés l'année précédente. Des efforts considérables sont entrepris pour placer nos produits sur les marchés extérieurs (maghrébin ou européen). Cependant, l'environnement international actuel présente des difficultés de pénétration sur les marchés

extérieurs (la production record en Californie fera des Etats Unis un pays exportateur de concentré de tomate, et l'existence de stocks importants de produits finis dans les pays de l'Europe de l'Est limitera l'accès à ces marchés). Des mesures particulières sont à prendre, d'urgence, pour faire face à la politique de dumping pratiquée par certains pays concurrents.

2.2- La campagne d'harissa :

Les quantités de piment réceptionnées en 1991 étaient de 20.700 tonnes, ce qui aurait permis la production de 10.350 tonnes d'harissa, représentant une amélioration de 45% par rapport au niveau de l'année précédente (15.200 T de piment traitées et 7.600 T de produit fini).

Pour ce qui est des exportations, elles ont atteint à la fin du mois d'octobre 1991 le volume de 2.100 T pour une valeur de 4 MD. Il est à noter à ce propos que les exportations de l'année 1990 avaient atteint 1.720 T pour 3,7 MD.

2.3- Les conserves de poissons :

En 1991, la production de conserves de sardines s'est améliorée grâce notamment à une augmentation de la production de la pêche aux poissons bleus. Les quantités traitées auraient atteint 3.800 T (3.300 T en 1990) ayant permis de produire 2.200 de produits finis, enregistrant ainsi une croissance de 10% par rapport à l'année 1990.

La transformation du thon porterait sur 3.400 T de produits frais, soit l'équivalent de 1.350 T de conserves contre 1.250 réalisés en 1990.

2.4- Les autres conserves :

La transformation de légumes donnerait lieu à 7.000 T de produits finis (+17% par rapport à 1990); celle des fruits atteindrait 9.000 T de conserves (+29%) dont près de 1.900 T de coing et 800 T d'abricot. Quant à la production des semi-conserves, elle serait de 20.000 T contre 18.000 T en 1990.

3- La transformation de céréales :

Les quantités de céréales traitées seraient de 6,91 millions de quintaux de blé dur et 7,17 millions de quintaux de blé tendre, soit presque les mêmes niveaux réalisés en 1990.

La trituration du blé tendre permettrait la production de 6,15 millions de quintaux de farine dont 5,5 MQx de farine boulangère et 0,65 MQx de farine pâtissière; alors que la transformation du blé dur donnerait 5,1 MQx de semoule.

extérieurs (la production record en Californie fera des Etats Unis un pays exportateur de concentré de tomate, et l'existence de stocks importants de produits finis dans les pays de l'Europe de l'Est limitera l'accès à ces marchés). Des mesures particulières sont à prendre, d'urgence, pour faire face à la politique de dumping pratiquée par certains pays concurrents.

2.2- La campagne d'harissa :

Les quantités de piment réceptionnées en 1991 étaient de 20.700 tonnes, ce qui aurait permis la production de 10.350 tonnes d'harissa, représentant une amélioration de 45% par rapport au niveau de l'année précédente (15.200 T de piment traitées et 7.600 T de produit fini).

Pour ce qui est des exportations, elles ont atteint à la fin du mois d'octobre 1991 le volume de 2.100 T pour une valeur de 4 MD. Il est à noter à ce propos que les exportations de l'année 1990 avaient atteint 1.720 T pour 3,7 MD.

2.3- Les conserves de poissons :

En 1991, la production de conserves de sardines s'est améliorée grâce notamment à une augmentation de la production de la pêche aux poissons bleus. Les quantités traitées auraient atteint 3.800 T (3.300 T en 1990) ayant permis de produire 2.200 de produits finis, enregistrant ainsi une croissance de 10% par rapport à l'année 1990.

La transformation du thon porterait sur 3.400 T de produits frais, soit l'équivalent de 1.350 T de conserves contre 1.250 réalisés en 1990.

2.4- Les autres conserves :

La transformation de légumes donnerait lieu à 7.000 T de produits finis (+17% par rapport à 1990); celle des fruits atteindrait 9.000 T de conserves (+29%) dont près de 1.900 T de coing et 800 T d'abricot. Quant à la production des semi-conserves, elle serait de 20.000 T contre 18.000 T en 1990.

3- La transformation de céréales :

Les quantités de céréales traitées seraient de 6,91 millions de quintaux de blé dur et 7,17 millions de quintaux de blé tendre, soit presque les mêmes niveaux réalisés en 1990.

La trituration du blé tendre permettrait la production de 6,15 millions de quintaux de farine dont 5,5 MQx de farine boulangère et 0,65 MQx de farine pâtissière; alors que la transformation du blé dur donnerait 5,1 MQx de semoule.

4- Les huiles :

La production d'huile d'olive a atteint 165.000 T en 1991 contre 130.000 T en 1990; alors que pour l'huile de grignon et l'huile de mélange, la production était de 32.800 T et 13.000 T respectivement.

Un vaste programme de modernisation des huileries a été engagé afin de permettre à la capacité de transformation de répondre aux besoins du secteur d'autant plus que le pays se prépare à une excellente production d'olives à huile en 1992.

5- Les industries laitières :

La capacité globale de production de lait industriel de boisson est de 1,13 millions de litres par jour. L'approvisionnement du pays en ce produit est assuré actuellement par cinq centrales laitières dont quatre opérant essentiellement à partir de la poudre de lait importée.

La production de lait de boisson industriel en 1991 s'est située à 1,92 millions d'hectolitres contre 1,85 en 1990. La production de lait frais industriel de boisson reste faible bien que le pays dispose d'une capacité de traitement de 210.000 litres/jour.

Eu égard aux nouvelles créations et à l'extension de la capacité existante (+600.000 pots/jour), la production de yaourt s'est développée de 2,3 % en 1991 en produisant 540 millions de pots contre 528 millions en 1990.

En ce qui concerne l'industrie du fromage, elle a produit 4.500 T dont 2.000 T de fromage fondu. La capacité de production s'est renforcée par l'extension de la fromagerie SOTULAIFROM.

6- Les projections pour 1992 :

Les projections pour 1992 tablent sur une croissance de la valeur de la production du secteur de 10,5 % et de celle de la valeur ajoutée de 26 %.

Les niveaux des principales productions agro-alimentaires seraient les suivants en 1992 :

- huile d'olive : 220.000 T,
- lait de boisson : 2,2 millions d'hl's,
- yaourt : 550 millions de pots,
- farine et semoule : 11,25 millions de Qx,
- pâtes alimentaires : 99.000 T,
- couscous : 44.000 T,
- aliments de bétail : 5,6 MQx,
- boissons gazeuses : 2,3 Mhl's,
- sucre : 11.000 T,
- concentré de tomate : 85.000 T.

II- LES INVESTISSEMENTS :

Le montant d'investissement réalisé au cours de l'année 1991 s'est élevé à 60 millions de Dinars et il est attendu de réaliser le même niveau d'investissement en 1992.

L'évolution des investissements dans le secteur par branche se présente comme suit :

	1991	1992
- industrie du lait	9,1 MD	4,0 MD
- transformation de grains	14,3 "	10,0 "
- industrie des huiles	5,8 "	5,0 "
- les conserves	9,4 "	13,0 "
- industrie du sucre	4,7 "	3,8 "
- industries diverses	5,4 "	10,3 "
- industrie des boissons	6,3 "	8,0 "
- tabac	5,0 "	6,0 "

III- LES MOYENS A METTRE EN OEUVRE :

Dans le cadre des efforts consentis pour la promotion de nos exportations, la diversification de la gamme de nos produits, le renforcement de l'assistance technique aux industriels, l'amélioration de la qualité et le développement du partenariat, il est prévu la réalisation des actions suivantes en 1992 :

- l'engagement de la restructuration d'une vingtaine d'unités industrielles réparties sur la plupart des branches du secteur, et ce dans le cadre d'un projet de coopération avec l'ONUDI,

- l'établissement et la mise en oeuvre d'un programme d'appui au secteur agro-alimentaire dans le cadre du projet Agribusiness co-financé par l'USAID,

- la révision des textes juridiques relatifs à l'agréege des unités agro-alimentaires,

- la dynamisation des groupements interprofessionnels,

- l'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme d'amélioration de la qualité des produits agro-alimentaires dans le cadre de la coopération avec la FAO et le PNUD.

L'HYDRAULIQUE AGRICOLE

L'HYDRAULIQUE AGRICOLE

1- Etat actuel de la mobilisation des eaux :

Le volume total des eaux mobilisées se situe actuellement à 2.810 millions de m³ se répartissant entre les eaux de surface (1.396 Mm³) et les eaux souterraines (1.414 Mm³). Ce volume représente 64,5 % du potentiel mobilisable (53 % pour les eaux de surface et 82 % pour les eaux souterraines).

ETAT DE LA MOBILISATION DES EAUX

	Potentiel mobilisable	Volume mobilisé	Taux de mobilisation
Eaux de surface	2.630 Mm ³	1.396 Mm ³	53 %
Eaux souterraines	1.725 Mm ³	1.414 Mm ³	82 %
T O T A L	4.355 Mm ³	2.810 Mm ³	64,5 %

1.1- Les eaux de surface :

L'infrastructure mise en place pour la mobilisation des eaux de surface est constituée de :

- 17 barrages opérationnels mobilisant 1.242 Mm³ par an.
Le barrage de Sejnane (100 Mm³ par an) est encore en cours de construction.
- 22 barrages collinaires sont actuellement mis en eau et mobilisent un volume annuel de 18 Mm³. Par ailleurs, 42 barrages collinaires sont en cours (construction, appel d'offres, études, etc.). Leur réalisation permettra de mobiliser 10 Mm³ par an.
- 50 lacs collinaires mobilisant 3 Mm³ d'eau par an.
- 253 seuils d'épandage des eaux de crues mobilisant 23 millions de m³ par an et permettant l'irrigation de 13.100 hectares.

MOBILISATION DES EAUX DE SURFACE

	Potentiel mobilisable	Volume mobilisé	Taux de mobilisation
Barrages	1.981 Mm3	1.342 Mm3	67 %
Petits ouvrages	649 Mm3	54 Mm3	8 %
T O T A L	2.630 Mm3	1.396 Mm3	53 %

1.2- Les eaux souterraines :

Les eaux souterraines sont actuellement exploitées par près de 100.000 puits de surface dont 65 % sont équipés; 1.830 forages et 89 sources. Le volume total mobilisé s'élève à 1.414 millions de m3 répartis comme suit :

MOBILISATION DES EAUX SOUTERRAINES

	Potentiel mobilisable	Volume mobilisé	Taux de mobilisation
Nappes phréat.	586 Mm3	563 Mm3	96 %
Nappes profondes	1.139 Mm3	851 Mm3	75 %
T O T A L	1.725 Mm3	1.414 Mm3	82 %

1.3- Les ressources non conventionnelles :

Ces ressources comprennent les eaux usées épurées dont le volume mobilisé a atteint 94 millions de m3 par an à travers 25 stations d'épuration, et le dessalement des eaux saumâtres.

2- La stratégie future de mobilisation :

Cette stratégie vise la mobilisation, d'ici l'an 2000, de la totalité des ressources en eau identifiées pour pouvoir faire face aux besoins croissants de la population en eau potable, et des secteurs d'activité économique, particulièrement le secteur agricole.

La stratégie basée sur la construction de barrages, de barrages et de lacs collinaires, de forages et d'ouvrages d'épandage des eaux de crues, ainsi que des stations d'épuration permettra de mobiliser 1.430 millions de m3 supplémentaires par an.

STRATEGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU

	Nombre d'unités	Ressources mobilisées	Coût
Barrages	21	739 Mm3	923 MD
Barrages collinaires	203	110 Mm3	400 MD
Lacs collinaires	1.000	50 Mm3	87 MD
Ouvrages d'épandage	4.000	43 Mm3	38 MD
Forages d'exploitation	610	288 Mm3	55 MD
Forages de reconnais.	1.150	-	170 MD
Stations d'épuration	98	200 Mm3	285 MD
T O T A L		1.430 Mm3	2.000 MD

3- Les réalisations de l'année 1991 :

3.1- Les études et travaux réalisés en 1991 et relatifs aux périmètres irrigués ont concerné les projets suivants :

- Les projets des eaux usées :

- * étude de factibilité pour la création et la sauvegarde de près de 1.000 hectares de périmètres irrigués répartis entre Sousse (création de 200 Ha), Sfax (création de 230 Ha) et Nabeul (sauvegarde de 356 Ha d'agrumes et création de 254 Ha de nouveaux périmètres).
- * équipement provisoire de 70 Ha à Sfax et près de 60 Ha à Sousse.
- * renouvellement des équipements de la station de pompage (SE 4) à Nabeul pour 50 Ha existants.

- Périmètre Sidi Saad : 4.015 hectares répartis entre Sidi Saad 1 (1.200 Ha) et Sidi Saad 2 (2.815 Ha). La mise en eau a concerné une tranche de 1.000 Ha de Sidi Saad 1.
- Les eaux usées du Grand Tunis : 4.742 hectares répartis entre Tunis (600 Ha), Borj Touil (3.200 Ha) et Ben Arous (942 Ha). La mise en eau a concerné les 600 Ha de Tunis et une tranche de 1.200 Ha de Borj Touil.
- Périmètre Siliana : 1.000 hectares dont 1.000 Ha ont été mis en eau.

3.3- Les barrages collinaires programmés :

La stratégie décennale de mobilisation des ressources en eau (1990-2000) prévoit la réalisation de 203 barrages collinaires (soit une moyenne de 20 barrages par an) pour un coût total de 40 MD.

Les deux premières années d'exécution de cette stratégie (1990 et 1991) ont été marquées par des difficultés qui ont empêché la réalisation du programme prévu conformément à la cadence moyenne retenue. Ces difficultés ont trait essentiellement aux problèmes d'expropriation, au retard dans la réalisation des études d'exécution, à la disponibilité d'entreprises spécialisées, etc.

A la date de fin Octobre 1991, et sur les 40 barrages programmés pour les années 1990 et 1991, la situation se présente comme suit :

- 3 barrages achevés : K10 à Siliana, Fritissa à Bizerte et Touiref au Kef,
- 10 barrages sont en cours de réalisation :
 - * 2 sont à 80 % d'avancement (Kantara et B21 à Béja),
 - * 1 est à 50 % d'avancement (Essahel à Zaghouan),
 - * 7 sont entre 25 et 30 % d'avancement (B18 et B27 à Béja, Zeraris et Guennine à Bizerte, El Guelb à Zaghouan, KF10 au Kef et El Fej à Kairouan).
- 4 barrages font face à des problèmes dont 3 d'ordre foncier (B23, B26 et B35 à Béja) et un avec l'entreprise chargée de l'exécution (B19 à Béja).
- 2 barrages nécessitent une relance des appels d'offres (K13 et K32 à Siliana).
- 7 barrages dont les dossiers de marchés ont été transmis à la commission supérieure des marchés.

- Périmètre Sidi Saad : 4.015 hectares répartis entre Sidi Saad 1 (1.200 Ha) et Sidi Saad 2 (2.815 Ha). La mise en eau a concerné une tranche de 1.000 Ha de Sidi Saad 1.
- Les eaux usées du Grand Tunis : 4.742 hectares répartis entre Tunis (600 Ha), Borj Touil (3.200 Ha) et Ben Arous (942 Ha). La mise en eau a concerné les 600 Ha de Tunis et une tranche de 1.200 Ha de Borj Touil.
- Périmètre Siliana : 1.000 hectares dont 1.000 Ha ont été mis en eau.

3.3- Les barrages collinaires programmés :

La stratégie décennale de mobilisation des ressources en eau (1990-2000) prévoit la réalisation de 203 barrages collinaires (soit une moyenne de 20 barrages par an) pour un coût total de 40 MD.

Les deux premières années d'exécution de cette stratégie (1990 et 1991) ont été marquées par des difficultés qui ont empêché la réalisation du programme prévu conformément à la cadence moyenne retenue. Ces difficultés ont trait essentiellement aux problèmes d'expropriation, au retard dans la réalisation des études d'exécution, à la disponibilité d'entreprises spécialisées, etc.

A la date de fin Octobre 1991, et sur les 40 barrages programmés pour les années 1990 et 1991, la situation se présente comme suit :

- 3 barrages achevés : K10 à Siliana, Fritissa à Bizerte et Touiref au Kef,
- 10 barrages sont en cours de réalisation :
 - * 2 sont à 80 % d'avancement (Kantara et B21 à Béja),
 - * 1 est à 50 % d'avancement (Essahel à Zaghuan),
 - * 7 sont entre 25 et 30 % d'avancement (B18 et B27 à Béja, Zeraris et Guennine à Bizerte, El Guelb à Zaghuan, KF10 au Kef et El Fej à Kairouan).
- 4 barrages font face à des problèmes dont 3 d'ordre foncier (B23, B26 et B35 à Béja) et un avec l'entreprise chargée de l'exécution (B19 à Béja).
- 2 barrages nécessitent une relance des appels d'offres (K13 et K32 à Siliana).
- 7 barrages dont les dossiers de marchés ont été transmis à la commission supérieure des marchés.

- 13 barrages dont les offres sont en cours de dépouillement.

4- Le programme de 1992 :

Pour l'année 1992, il est prévu de poursuivre les actions entamées en 1991 concernant les projets mentionnés dans les paragraphes précédents.

Certains projets seront achevés et certains périmètres seront mis en eau. Il s'agit de :

- l'achèvement du projet de sauvegarde des oasis de Nefzaoua (poursuite et fin des travaux de protection, pose de réseaux, électrification et réhabilitation des stations de pompage).

- la mise en eau des périmètres de :

- * Moknine (eaux usées traitées : 100 Ha),
- * Borj Toumi : 800 Ha,
- * Sidi Saad 2 : 1.000 Ha,
- * Mornag : 1.400 Ha,
- * El Houareb : 1.000 Ha,
- * Nebeur : 424 Ha,
- * Skhirat : 150 Ha,
- * Périmètres irrigués à partir des barrages collinaires du programme 1990 : Béja (140 Ha), Bizerte (168 Ha), Zaghouan (200 Ha), Le Kef (30 Ha), et Siliana (65 Ha).
- * Périmètres irrigués à partir du programme 1991 : Béja (40 Ha), Zaghouan (100 Ha), Le Kef (30 Ha), Kasserine (60 Ha) et Kairouan (100 Ha).

- la mise en chantier de certains périmètres : Sidi Smaïl, Korba-Menzel Temime, et 2.600 hectares à Zouaouine, El Alia et Menzel Jemil.

- les barrages collinaires du programme 1992 : ils seront réalisés en deux tranches. Une tranche de 10 barrages qui seront achevés en 1992, et une tranche de 10 barrages qui seront entamés en 1992 et achevés en 1993.

5- La situation dans les barrages :

5.1- Les apports :

Au cours de la période s'étalant du premier septembre au 4 décembre 1991, les apports aux barrages ont totalisé 159 millions de m³ contre 333,4 Mm³ au cours de la même période de la campagne précédente et une moyenne de 304 Mm³.

APPORTS DANS LES BARRAGES
(en millions de m3)

	Moyenne	du 1-9 au 4-12-91		du 1-9 au 4-12-90	
		Volume	% Moy.	Volume	% Moy.
Nord	210	120	57,0 %	296	141,0 %
Centre	89	29	32,6 %	35	39,4 %
Cap Bon	5	10	200 %	2,3	46,0 %
TOTAL	304	159	52,3 %	333,4	109,7 %

5.2- Les stocks disponibles :

A la date du 4 décembre 1991, les stocks disponibles dans les barrages ont atteint un volume de 1.265 millions de m3 contre 918 Mm3 à la même date de l'année d'avant. Cette amélioration de la situation provient plutôt d'un stock de report au premier septembre 1991 plus élevé que celui de 1990 (1.246 Mm3 contre 742 Mm3) que d'une augmentation des apports. Avec un tel volume de stock, la capacité totale de stockage estimée à 1.813 millions de m3 est ainsi remplie à concurrence de 70 %.

REPARTITION DES STOCKS DISPONIBLES
(en millions de m3)

	Volume stocké du 1-9 au 4-12-91	Volume stocké du 1-9 au 4-12-90	Augmentation
Nord	918	610,2	+ 50 %
Centre	306	286,6	+ 7 %
Cap Bon	11	21,0	+ 95 %
TOTAL	1.265	917,8	+ 38 %
Taux rempl.	70 %	50 %	+ 40 %

ANNEXES

ANNEXES STATISTIQUES

- I- LA PRODUCTION ET LA VALEUR AJOUTEE
- II- LES INVESTISSEMENTS
- III- LE FINANCEMENT
- IV- LA BALANCE COMMERCIALE
- V- L'EMPLOI AGRICOLE
- VI- L'HYDRAULIQUE
- VII- LES FORETS ET LES PARCOURS
- VIII- LES GRANDES CULTURES
- IX- L'ARBORICULTURE
- X- LES CULTURES MARAICHIERES
- XI- L'ELEVAGE
- XII- LA PECHE

I- LA PRODUCTION ET LA VALEUR AJOUTEE

- I-1 Evolution de la production et de la valeur ajoutée de l'agriculture et de la pêche aux prix constants de 1990.
- I-2 Evolution de la production et de la valeur ajoutée de l'agriculture et de la pêche aux prix courants.
- I-3 Production et valeur ajoutée des industries agricoles et alimentaires aux prix constants de 1990.
- I-4 Production et valeur ajoutée des industries agricoles et alimentaires aux prix courants.
- I-5 Contribution des différents secteurs à la croissance dans l'agriculture.
- I-6 Evolution des prix à la production des produits agricoles.

TABLÉAU N° 1-1 ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA VALEUR AJOUTÉE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE
(aux prix constants de 1990)

Q : en 1.000 T ; V : en H.D.

	PRIX DE 1990	1989		1990		1991		1992*		TAUX DE CROIS.		
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	90/89	91/90	92/91
CERÉALICULTURE		635.6	132.5	1633.1	344.3	2551.1	540.4	1400.0	298.1	159.8	57.0	-44.8
- Blé dur	245.0	333.3	81.7	897.3	219.3	1423.5	348.2	789.0	193.3	169.2	58.6	-44.6
- Blé tendre	209.0	87.0	18.2	224.6	46.9	362.6	75.8	196.0	41.0	158.2	61.4	-45.9
- Orge	150.0	199.8	30.0	477.5	71.6	720.8	108.1	350.0	52.5	139.0	51.0	-51.4
- Triticale	175.0	15.5	2.7	33.7	5.9	44.2	7.7	65.0	11.4	117.4	31.2	47.1
ARBORICULTURE			433.8		564.2		611.9		701.4	30.1	8.4	14.6
- Olives à huile	275.0	270.0	74.3	650.0	178.8	825.0	226.9	1100.0	302.5	140.7	26.9	33.3
- Agrumes	313.0	260.0	81.4	236.6	74.1	226.3	70.8	185.3	58.0	-9.0	-4.4	-18.1
- Raisin de cuve	290.0	38.0	11.0	40.0	11.6	60.0	17.4	52.0	15.1	5.3	50.0	-13.3
- Rais. de table	595.0	50.0	29.8	40.0	23.8	60.0	35.7	61.0	36.3	-20.0	50.0	1.7
- Amandes	1270.0	35.0	44.5	52.0	66.0	40.0	50.8	45.0	57.2	48.6	-23.1	12.5
- Abricots	520.0	18.8	9.8	17.0	8.3	20.0	10.4	21.0	10.9	-9.6	17.6	5.0
- Dattes	1125.0	74.8	84.2	41.0	91.1	75.0	84.4	82.0	92.3	8.3	-7.4	9.3
- Autres fruits	550.0	180.0	99.0	200.0	110.0	210.0	115.5	235.0	129.3	11.1	5.0	11.9
MARAÎCHAGE			254.4		331.1		340.6		353.9	30.2	2.8	3.9
- Pom. de terre	196.0	180.0	35.3	217.0	42.5	220.0	43.1	225.0	44.1	20.6	1.4	2.3
- Tomates	103.0	440.0	45.3	530.0	54.6	590.0	60.8	600.0	61.8	20.5	11.3	1.7
- Artichaut	430.0	13.5	5.8	12.0	5.2	9.0	3.9	12.0	5.2	-11.1	-25.0	33.3
- Piments	355.0	110.0	39.1	175.0	62.1	180.0	63.9	190.0	67.5	59.1	2.9	5.6
- Melon-past.	167.0	250.0	41.8	450.0	75.2	450.0	75.2	450.0	75.2	80.0	0.0	0.0
- Autres légumes	218.0	100.0	87.2	420.0	91.6	430.0	93.7	460.0	100.3	5.0	2.4	7.0
ELEVAGE			583.9		691.1		618.4		650.2	1.2	4.6	5.1
- Bovins	1640.0	65.0	106.6	65.0	106.6	69.0	113.2	71.0	116.4	0.0	6.2	2.9
- Ovins	12087.0	74.0	154.1	75.0	156.5	75.5	157.6	79.0	161.9	1.4	0.7	4.6
- Caprins	12100.0	13.0	27.3	14.0	29.4	12.9	27.1	13.1	27.5	7.7	-7.9	1.6
- Volailles	11307.0	63.5	83.0	62.0	81.0	70.0	91.5	74.0	96.7	-2.4	12.9	5.7
- Autres viandes	1120.0	9.0	10.1	9.4	10.5	9.7	10.9	10.5	11.8	4.4	3.2	8.2
- Oeufs	68.0	1029.0	70.0	1000.0	68.0	1078.0	73.3	1130.0	76.8	-2.8	7.8	4.8
- Lait	290.0	390.0	110.2	400.0	110.0	419.0	121.5	444.3	128.8	5.3	4.8	6.0
- Autres prod.	12233.0	10.0	22.5	19.0	23.0	10.5	23.4	12.2	27.2	3.0	1.9	16.2
DIVERS			56.8		62.1		83.6		84.1	9.3	34.6	0.5
- Fèves-féverol.	320.0	29.5	9.4	23.4	7.5	41.3	13.2	40.0	12.8	-20.7	76.5	-3.1
- Pois-poichiche	960.0	20.0	19.2	25.6	24.6	42.7	41.0	40.0	38.4	28.0	66.8	-6.3
- Bett. à sucre	30.0	230.0	6.9	289.4	8.7	210.0	6.3	320.0	9.6	25.8	-27.4	52.4
- Tabac	1000.0	5.5	5.5	5.3	5.3	5.5	5.5	5.7	5.7	-3.6	3.8	3.6
- Alfa	51.0	27.0	1.4	21.0	1.1	47.5	2.1	25.0	1.3	-22.2	126.2	-47.4
- Liège	55.0	11.0	0.6	11.0	0.6	11.0	0.6	11.0	0.6	0.0	0.0	0.0
- Autres			13.8		14.4		14.6		15.7	4.3	1.4	7.5
PÊCHE		95.1	170.2	88.6	156.7	90.0	150.9	100.0	176.6	-7.9	-3.7	17.1
- Côtière	12317.0	46.1	106.8	40.5	93.8	37.5	86.9	45.0	104.3	-12.1	-7.4	20.0
- Au chalut	12160.6	18.0	38.9	17.5	37.7	16.2	35.0	19.0	41.1	-2.8	-7.4	17.3
- Au feu	386.8	27.4	10.6	26.8	10.4	32.0	12.4	31.0	12.0	-2.2	19.4	-3.1
- Autres	13864.4	3.6	13.5	3.8	14.7	4.3	16.6	5.0	19.3	5.6	13.2	16.3
VALEUR DE LA PRODUCTION			1631.7		2249.5		2345.8		2264.5	25.6	14.5	-3.5
VALEUR DES INTRANTS			388.7		406.5		520.8		494.5			
VALEUR AJOUTÉE			1243.0		1843.0		1825.0		1770.0	27.4	15.3	-3.0

* Prévisions

1968 PRIZ COURAGE 51

Y : en MB.

	1989		1990		1991		1992*		TAUX DE CROIS.		
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	90/89	91/90	92/91
CERÉALICULTURE	635.6	117.1	1633.4	344.4	2551.1	540.4	1400.0	313.1	194.0	56.9	-42.1
- Blé dur	333.3	70.0	897.6	219.9	1123.5	348.8	789.0	205.1	214.2	58.6	-41.2
- Blé tendre	87.0	16.5	224.6	46.9	562.6	75.8	196.0	44.1	184.0	61.4	-41.8
- Orge	199.8	28.0	477.5	71.6	720.8	108.1	350.0	52.5	156.1	51.0	-51.4
- Triticale	15.5	2.6	32.7	5.9	44.2	7.7	65.0	11.4	123.8	31.2	47.1
ARBORICULTURE		386.7		564.2		613.5		786.0	45.9	8.7	28.1
- Olives à huile	270.0	64.8	650.0	178.8	825.0	214.5	1100.0	330.0	175.8	20.0	53.8
- Agrumes	260.0	63.2	230.6	74.1	226.3	60.6	185.3	65.8	17.2	-18.1	8.5
- Raisin de cuve	38.0	9.7	40.0	11.6	60.0	18.6	52.0	17.2	19.7	60.3	-7.5
- Rais. de table	50.0	25.5	40.0	23.8	60.0	38.4	61.0	41.5	-6.7	61.3	8.0
- Amandes	35.0	41.8	52.0	66.0	81.0	54.4	45.0	65.3	58.0	-17.6	19.9
- Abricots	19.8	7.8	17.0	8.8	20.0	11.2	21.0	12.1	13.3	26.7	10.8
- Dattes	74.8	82.1	81.0	91.1	75.0	90.8	82.0	105.8	11.0	-0.3	16.5
- Autres fruits	180.0	91.8	200.0	110.0	210.0	125.0	235.0	148.1	19.8	13.6	18.5
MARAICHAGE		250.6		331.1		367.9		408.2	32.1	11.1	11.0
- Pom. de terre	180.0	35.6	217.0	42.5	220.0	48.4	225.0	52.9	19.3	13.8	9.2
- Tomates	440.0	52.4	530.0	51.6	590.0	64.9	600.0	72.0	4.3	18.9	10.9
- Artichaut	13.5	5.7	12.0	5.2	9.0	4.1	12.0	5.9	40.0	-19.8	42.0
- Piments	110.0	36.3	175.0	62.1	130.0	68.4	190.0	77.0	71.1	19.1	12.5
- Melon-past.	250.0	55.0	450.0	75.2	450.0	81.0	450.0	85.5	36.6	7.8	5.6
- Autres légumes	400.0	67.6	420.0	91.6	430.0	101.1	460.0	115.0	35.4	10.4	13.8
ELEVAGE		552.7		591.1		653.7		733.7	5.8	10.6	12.2
- Bovins	65.0	104.8	65.0	106.6	69.0	121.4	71.0	133.5	1.7	13.9	9.9
- Ovins	74.0	147.6	75.0	156.5	75.5	167.6	79.0	187.2	6.0	7.1	11.7
- Caprins	13.0	24.7	14.0	29.4	12.9	29.1	13.1	31.4	19.0	-1.1	8.2
- Volailles	63.5	82.7	62.0	81.0	76.0	97.4	74.0	109.5	-2.0	20.2	12.5
- Autres viandes	9.0	9.4	9.4	10.5	9.7	11.7	10.5	13.6	12.0	11.5	15.6
- Oeufs	1029.0	68.9	1000.0	68.6	1078.0	75.5	1130.0	84.8	-1.4	11.0	12.3
- Lait	380.0	98.8	400.0	116.0	419.0	125.7	444.3	142.2	17.4	8.4	13.1
- Autres prod.	10.0	21.8	10.3	23.0	10.5	25.1	12.2	31.5	5.5	10.3	24.3
DIVERS		53.8		62.1		70.2		96.7	15.5	45.2	7.2
- Fèves-fèverol.	29.5	4.9	23.4	7.5	31.3	14.5	40.0	14.9	-16.0	93.6	2.9
- Pois-poichiche	20.0	18.0	25.6	21.6	12.7	44.1	40.0	44.4	36.5	80.7	0.0
- Bett. à sucre	230.0	6.7	289.4	2.5	110.0	6.7	320.0	10.9	30.2	-22.6	61.9
- Tabac	5.5	5.2	5.3	5.3	5.5	5.9	5.7	6.6	2.0	11.3	11.1
- Alfa	27.0	1.2	21.0	1.1	47.5	2.6	25.0	1.5	-11.9	143.9	-42.6
- Liège	11.0	0.6	11.0	0.6	11.0	0.7	11.0	0.7	0.0	10.9	9.8
- Autres		13.2		14.4		15.4		17.7	9.1	6.9	14.9
PECHE	95.1	178.3	88.6	156.7	95.0	179.6	100.0	205.9	-12.1	14.6	14.6
- Côtière	46.1	112.1	40.5	93.8	43.0	107.5	45.0	121.5	-16.3	14.6	13.0
- Chalut	18.0	44.0	17.5	37.8	15.5	40.3	19.0	47.9	-14.1	7.8	17.4
- Au feu	27.4	9.7	26.8	10.4	0.0	12.5	31.0	14.0	6.9	20.7	12.0
- Autres	3.6	12.5	3.8	14.5	1.5	18.8	5.0	22.5	17.5	28.0	19.7
VALEUR DE LA PRODUCTION	1545.3		2049.6		2445.4		2543.6		32.6	19.3	4.0
VALEUR DES INTRANTS	376.3		162.6		530.4		543.6				
VALEUR AJOUTÉE	1172.0		1587.0		1915.0		2000.0		35.4	20.7	4.4
Prévisions											

TABLEAU N° 1-3

PRODUCTION ET VALEUR AJOUTÉE DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES
(aux prix constants de 1990)

V : en MD

	UNITE	PRIX	1990		1991		1992		TAUX DE CROIS.	
	DE	DE								
	QUANT.	1990	Q	V	Q	V	Q	V	91/90	92/91
ABATTAGE										
-Viandes bovines	1000 T	13150.0	33.8	105.5	35.9	113.1	37.4	117.8	6.2	4.2
-Viandes ovines	1000 T	14640.0	33.8	156.4	36.0	167.0	37.8	175.4	6.5	5.0
-Viandes caprines	1000 T	15000.0	5.9	29.5	6.3	31.5	6.8	34.0	6.8	7.9
-Autres viandes	1000 T	12240.0	4.7	10.5	5.0	11.2	6.0	13.4	6.4	20.0
-Abats	1000 T	11170.0	11.0	12.9	11.7	13.7	12.3	14.4	6.4	5.1
-Volailles	1000 T	11750.0	12.0	21.0	14.0	24.5	16.0	28.0	16.7	14.3
INDUST. LAITIÈRES										
-Lait past. ou stéril.	1000 Hl	25.5	1851.4	51.6	1920.0	56.6	2200.0	64.9	3.7	14.6
-Yaourt	10-6 PT	110.0	524.0	58.1	540.0	59.4	550.0	60.5	2.3	1.9
-Fromages	1000 T	13500.0	4.1	15.5	4.5	14.9	5.0	16.5	9.8	11.1
-Autres	1000 T			10.8		11.3		12.2	4.6	8.0
TRANSPOR. DE GRAINS										
-Farine boulangère	1000 T	105.0	508.3	50.4	530.0	55.7	550.0	57.8	4.3	3.8
-Farine pâtisseries	1000 T	228.3	45.3	10.3	60.0	13.7	65.0	14.8	32.5	8.3
-Semoules	1000 T	161.8	166.3	72.4	190.0	79.3	210.0	82.5	5.1	4.1
-Pâtes alimentaires	1000 T	309.2	86.0	20.6	95.0	29.4	99.0	30.6	10.5	4.2
-Couscous	1000 T	318.0	35.8	11.4	42.0	13.4	44.0	14.0	17.3	4.8
-Pains	1000 T	210.0	618.0	125.8	630.0	132.3	644.0	135.2	1.9	2.2
-Biscuits	1000 T	11550.0	26.0	40.3	27.0	41.9	28.0	43.4	3.8	3.7
FABRICATION D'HUILES										
-Huile d'olive	1000 T	11730.0	130.0	224.9	165.0	285.5	220.0	380.6	26.9	33.3
-Huile de grignon	1000 T	740.0	13.0	8.6	16.5	12.2	22.0	16.3	26.9	33.3
-Margarine	1000 T	1142.0	2.1	1.1	2.5	2.9	5.7	6.5	19.0	128.0
-Huile de mélange cond.	1000 T	410.0	28.0	11.5	32.8	13.4	40.0	16.4	17.1	22.0
CONSERVERIES										
-Concentré de tomate	1000 T	895.0	70.0	62.7	83.0	74.3	85.0	76.1	18.6	2.4
-Harissa	1000 T	1175.0	7.6	8.9	10.4	12.2	12.0	11.1	36.8	15.4
-Conserves de légumes	1000 T	1100.0	6.0	6.6	7.0	7.7	8.0	8.8	16.7	14.3
-Conserves de fruits	1000 T	1000.0	7.0	7.0	9.0	9.0	10.0	10.0	28.6	11.1
-Semi-conserves	1000 T	975.0	18.0	17.6	20.0	19.5	22.0	21.5	11.1	10.0
-Conserves de sardines	1000 T	2150.0	2.2	4.7	2.2	4.7	4.0	8.6	0.0	81.8
-Conserves de thon	1000 T	17200.0	1.3	9.1	1.4	10.1	2.0	14.4	7.7	42.9

Taux prix constants de 1990)

7 : 20 11

	UNITÉ	PRIX	1990	1991	1992*	Taux DE CROIS.				
	DE	DE								
	QUANT.	1990	Q	V	Q	V	91/90	92/91		
INDUSTRIES DU SUCRE			97.3	106.0	112.2	9.0	5.8			
-Sucre en poudre	1000 T	351.0	67.6	23.7	85.0	29.8	90.0	31.6	25.7	5.9
-Sucre aggloméré	1000 T	466.5	23.0	10.7	23.0	10.7	23.0	10.7	0.0	0.0
-Produits de confiserie	1000 T	2050.0	25.0	51.3	26.0	53.3	28.0	57.4	4.0	7.7
-Chocolat	1000 T	2900.0	4.0	11.0	4.2	12.2	4.3	12.5	5.0	2.4
INDUST. ALIM. DIVERSES			160.7	164.0	168.5	2.1	2.7			
-Café	1000 T	2270.0	8.5	23.8	8.5	24.4	8.7	25.0	2.4	2.4
-Levure humide	1000 T	445.0	4.4	2.0	5.2	2.3	5.2	2.3	18.2	0.0
-Levure sèche	1000 T	1241.0	1.2	1.5	0.7	0.9	0.7	0.9	-41.7	0.0
-Aliments de bétail	1000 T	225.0	540.0	121.5	550.0	123.8	560.0	126.0	1.9	1.8
-Autres	1000 T			11.9		12.7		14.3	6.7	12.6
FABRICATION DE BOISSONS			96.9	101.5	106.1	4.8	4.5			
-Boissons gazeuses	1000 Hl	22.5	12600.0	58.5	12760.0	62.1	12800.0	63.0	6.2	1.4
-Eaux minérales	1000 E	119.0	65.0	7.7	71.0	8.4	85.0	10.1	9.2	19.7
-Vins	1000 Hl	42.5	275.0	11.7	275.0	11.7	310.0	13.2	0.0	12.7
-Bière	1000 Hl	35.0	426.0	14.9	435.0	15.2	450.0	15.8	2.1	3.4
-Alcool éthylique	1000 Hl	50.3	16.0	0.8	16.0	0.8	16.1	0.8	0.0	0.6
-Bonbka et liqueurs	1000 Hl	1200.0	2.7	3.2	2.7	3.2	2.7	3.2	0.0	0.0
INDUSTRIES DU TABAC										
	1000 T	12950.0	6.9	61.3	7.2	64.4	7.3	65.3	4.3	1.4
VALEUR DE LA PRODUCTION				1605.3		1756.2		1940.8	9.5	10.5
VALEUR DES INTRANTS				1282.5		1413.2		1508.8		
VALEUR AJOUTEE				322.8		343.0		432.0	6.9	25.9

TABLEAU N° 1-4

PRODUCTION ET VALEUR AJOUTÉE DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

(aux prix courants)

V : en Mli

	UNITE	1990		1991		1992*		TAUX DE CROIS.	
	DE								
	QUANT.	Q	V	Q	V	Q	V	21/90	92/91
ABATTAGE			337.2		386.2		435.0	14.5	12.6
-Viandes bovines	1000 T	33.8	106.5	35.9	121.0	37.4	134.0	13.6	10.8
-Viandes ovines	1000 T	33.4	156.8	36.0	178.7	37.8	200.0	13.9	11.9
-Viandes caprines	1000 T	5.9	29.5	6.0	33.7	6.8	38.0	14.3	12.8
-Autres viandes	1000 T	4.7	10.5	5.9	12.0	6.0	15.0	14.0	25.0
-Abats	1000 T	11.0	12.9	11.5	14.6	12.3	16.0	15.5	9.5
-Volailles	1000 T	12.0	21.0	14.0	26.2	16.0	32.0	24.7	22.2
INDUST. LAITIERES			137.0		151.6		178.6	10.6	17.8
-Lait past. ou stéril.	1000 HI	1851.0	54.6	1920.0	60.5	2200.0	75.9	10.8	25.5
-Yaourt	10-6 PT	528.0	58.1	540.0	63.7	550.0	71.5	9.7	12.2
-Fromages	1000 T	4.1	13.5	4.5	15.9	5.0	18.0	17.4	13.3
-Autres	1000 T		10.8		11.5		13.2	6.5	14.8
TRANSPOR. DE GRAINS			347.2		393.6		437.8	13.3	11.2
-Farine boulangère	1000 T	508.3	53.4	540.0	55.7	550.0	63.3	4.3	13.7
-Farine pâtisseries	1000 T	45.3	10.3	60.0	15.6	65.0	18.0	50.8	15.4
-Semoules	1000 T	466.3	75.4	440.0	85.8	510.0	94.4	13.7	10.0
-Pâtes alimentaires	1000 T	85.0	26.6	91.0	33.1	99.0	35.1	24.5	6.2
-Couscous	1000 T	35.8	11.4	42.0	15.0	44.0	16.0	31.7	6.8
-Pains	1000 T	618.0	129.8	650.0	143.6	644.0	161.0	10.7	12.1
-Biscuits	1000 T	26.0	49.3	27.0	41.8	28.0	50.0	11.2	11.6
FABRICATION D'HUILES			248.4		321.5		445.6	29.4	38.6
-Huile d'olive	1000 T	130.0	224.9	165.0	292.1	220.0	404.8	29.9	38.6
-Huile de grignon	1000 T	13.0	9.6	16.5	11.9	22.0	14.7	23.7	23.9
-Margarine	1000 T	2.1	2.4	2.8	3.1	5.7	7.0	29.3	126.2
-Huile de mélange cond.	1000 T	28.0	11.5	32.8	14.4	40.0	19.0	25.7	31.7
CONSERVES			116.8		140.8		161.1	20.5	14.4
-Concentré de tomate	1000 T	70.0	62.7	83.0	74.3	85.0	79.9	18.6	7.5
-Harissa	1000 T	7.6	8.9	10.4	12.9	12.0	14.8	44.1	15.1
-Conserves de légumes	1000 T	6.0	6.6	7.0	8.1	8.0	9.2	22.7	14.1
-Conserves de fruits	1000 T	7.0	7.0	9.0	9.5	10.0	10.5	35.8	10.5
-Semi-conserves	1000 T	18.0	17.6	20.0	20.5	22.0	22.5	16.8	9.9
-Conserves de sardines	1000 T	2.2	4.7	2.2	5.0	4.0	9.0	5.0	81.9
-Conserves de thon	1000 T	1.3	9.4	1.4	10.5	2.0	15.1	12.7	43.3

TABLEAU N° 1-4 (suite) PRODUCTION ET VALEUR AJOUTÉE DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES
(en millions de francs)

V : en MD

	UNITE	1990	1991	1992*	TAUX DE CROIS.				
	DE								
	QUANT.	Q	V	Q	V	Q	V	91/90	92/91
INDUSTRIES DU SUCRE			97.5	115.1	127.1	16.2	12.4		
-Sucre en poudre	1000 T	97.0	23.7	85.0	32.5	90.0	37.1	36.8	14.2
-Sucre aggloméré	1000 T	23.0	10.7	1.0	11.0	23.0	12.0	8.0	3.6
-Produits de confiserie	1000 T	25.0	51.3	16.0	56.0	28.0	64.0	9.3	14.2
-Chocolat	1000 T	1.0	11.6	1.2	13.0	4.3	14.0	12.1	7.7
INDUST. ALIM. DIVERSES			160.7	185.0	202.3	15.2	9.3		
-Café	1000 T	3.3	20.8	1.2	24.4	8.7	26.0	2.4	6.6
-Levure humide	1000 T	4.4	2.0	1.2	2.4	5.2	2.0	22.7	-16.7
-Levure sèche	1000 T	1.2	1.5	1.7	0.9	0.7	1.0	-39.6	11.2
-Aliments de bétail	1000 T	549.0	121.5	55.0	143.6	560.0	156.8	18.1	9.2
-Autres	1000 T		11.5		13.8		16.5	16.0	19.6
FABRICATION DE BOISSONS			96.9	106.9	118.4	10.3	10.8		
-Boissons gazeuses	1000 Hl	2600.0	58.5	12700.0	65.1	12800.0	71.1	11.3	9.2
-Eaux minérales	1000 B	65.0	7.7	71.0	8.8	85.0	11.1	13.8	25.5
-Vins	1000 Hl	275.0	11.7	275.0	12.4	310.0	14.0	6.1	13.0
-Bière	1000 Hl	426.0	14.9	431.0	16.3	450.0	18.0	9.4	10.3
-Alcool éthylique	1000 Hl	16.0	0.8	16.0	0.9	16.1	0.9	11.9	1.9
-Boukha et liqueurs	1000 Hl	2.7	3.2	1.7	3.3	2.7	3.3	1.8	0.0
INDUSTRIES DU TABAC	1000 T	6.9	61.8	7.2	69.0	7.3	74.0	11.8	7.3
VALEUR DE LA PRODUCTION			11603.3	11867.6	12179.3	16.5	16.7		
VALEUR DES INTRANTS			11282.3	11503.6	11764.9				
VALEUR AJOUTEE			321.9	364.0	415.0	13.4	14.0		

* Prévisions.

TABLEAU N° 1-5

CONTRIBUTION DES DIFFERENTS SECTEURS
A LA CROISSANCE DANS L'AGRICULTURE
(aux prix constants de 1990)

	VALEUR DE LA PRODUCTION			CONTRIB. CROISS.	
	1990	1991	1992*	91/90	92/91
CEREALICULTURE	344.3	540.4	298.1	9.60	-10.41
ARBORICULTURE	564.2	611.9	701.4	2.33	3.84
MARAICHAGE	331.1	340.6	353.9	0.46	0.57
ELEVAGE	591.1	618.4	650.2	1.34	1.37
PECHE	156.7	150.9	176.6	-0.28	1.10
DIVERS	62.1	83.6	84.1	1.05	0.02
T O T A L	2049.5	2345.8	2264.3	14.50	-3.50
VALEUR DES INTRANTS	466.5	520.8	494.3		
VALEUR AJOUTEE	1583	1825	1770	15.3	-3.0

* Prévisions

TABLEAU N° 1-6

EVOLUTION DES PRIX A LA PRODUCTION
DES PRODUITS AGRICOLES

EN D/T

	1987	1988	1989	1990	1991	1992*
CEREALICULTURE						
- blé dur	185	210	225	245	245	260
- blé tendre	170	190	199	209	209	225
- orge	120	140	145	150	150	150
- triticales	150	170	175	175	175	175
ARBORICULTURE						
- olives à huile	180	195	240	275	260	300
- agrumes	240	228	243	313	268	355
- raisin de cuve	140	154	255	290	310	331
- raisin de table	331	362	510	595	640	680
- amandes	961	1057	1194	1270	1360	1450
- abricots	315	317	415	520	560	591
- dattes	950	1046	1098	1125	1211	1290
- autres fruits	418	460	510	550	595	630
MARAICHAGE						
- pomme de terre	170	191	198	196	220	235
- tomate	80	125	119	103	110	120
- artichaut	317	340	273	430	460	490
- piment	189	210	330	355	380	405
- melon-pastèque	150	165	220	167	180	190
- autres légumes	150	165	169	218	235	250
ELEVAGE						
- bovins	1400	1426	1612	1640	1760	1880
- ovins	1776	1986	1995	2087	2220	2370
- caprins	1820	1910	1900	2100	2253	2400
- volaille	1000	1268	1302	1307	1391	1480
- autres viandes	888	979	1044	1120	1210	1292
- oeufs	58	64	67	68	70	75
- lait	230	240	260	290	300	320
- autres produits	1850	2010	2180	2233	2416	2584
DIVERS						
- fèves-fêveroles	251	279	302	320	351	373
- pois-poichiche	750	822	900	960	1040	1110
- bett. à sucre	25	25	29	30	32	34
- tabac	822	830	945	1000	1073	1150
- alfa	36	45	45	51	55	60
- liège	45	49,5	55	55	61	67
PECHE						
- côtière	1838	2020	2432	2317	2500	2700
- au chalut	2504	2371	2445	2161	2330	2520
- au feu	366	373	354	387	417	452
- autres	3135	3116	3472	3864	4178	4500

* Projections.

II- LES INVESTISSEMENTS

II-1 Evolution des investissements agricoles.

**II-2 Evolution des investissements agricoles :
Branche : Administration.**

**II-3 Evolution des investissements agricoles :
Branche : Entreprises Publiques.**

**II-4 Evolution des investissements agricoles :
Branche : Entreprises Privées.**

TABLEAU N° 11-1

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS
AGRICILES

en 1.000 D

	1987	1988	1989	1990	1991	1992*
Hydraulique	121316	127338	139975	133992	156126	187000
Elevage	32205	29143	40376	37147	47737	64100
Pêche	17452	21840	47478	47676	47760	56100
Matériel agricole	32159	23664	22210	34100	46100	64000
Arboriculture	22148	25552	35066	50912	61492	68800
Stockage céréales	5781	924				
Etudes, rech. vulg.	6249	11354	7619	8650	11451	9989
Forêts et C.E.S	12417	16725	20978	39840	53088	54500
P.D.R.I.	1648	14600	19800	26400	30000	48800
Divers	9169	8494	13590	14400	17400	39711
T O T A L	260544	279634	347092	393117	471154	563000
INVEST. GLOBAUX	1620000	1680000	2000000	2400000	2800000	3300000
PART DE L'AGRIC.	16.08	16.64	17.35	16.38	16.83	17.06

* Prévisions

TABLEAU N° 11-2

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

Branche : Administration

en 1.000 D

	1987	1988	1989	1990	1991	1992*
HYDRAULIQUE	86854	84865	93265	97992	121526	133892
- barrages et cond.	35177	30143	26505	21881	26230	35370
- équip. des PPI	35659	40576	49140	41128	46756	52890
- assainis. agric.	4344	2347	2778	1047		
- matériel hydraul.	1122	4282	3955	4688	1800	680
- études hydraul.	4391	5319	4253	5707	11239	15689
- eau pot. rur (GR)	564	504	6634	12999	22076	12167
- Regime Maatoug	2597	1694				
- aménag. PPI				9776	12585	17096
- consolid. PPI				766	840	
PECHE	7192	11060	10878	9676	9760	7941
- infrast. port.	6823	10386	8214	4809	6350	6000
- dév. de la pêche	369	674	2664	1814	1365	466
- amél. inf. port.				3053	2045	1475
ETUDES, RECH. VULG.	3300	9010	5621	8150	11151	9489
- E.R.V. agricole	3300	9010	5621	6560	5897	4258
- vulg. sur PPI				1590	5254	5231
DEVELOP. ELEVAGE	992	889	1321	3247	2637	2130
- vulg. santé anim.	992	889	1321	2274	499	1430
- Dév. S.O Kef				873	1738	
- Dév. int. Souassi				100	400	700
FORETS ET C.E.S.	10443	13753	16807	38840	50988	49458
- prog. normal	10443	13495	12905	7895	200	1880
- pr. dév. forest.		258	3902	7100	8000	6000
- P.N. forêts CES				22850	40484	33178
- dév.int. Mellègue				800	1804	800
- lutte désert SBZ				50	70	200
- dév. int. Souassi				100	400	400
- autres				45	30	7000
ARBORICULTURE	0	0	0	1812	2592	1300
- dév. S.O Kef				162		
- FIDA Sidi Bouzid				650	789	700
- pr. arb. Gafsa				1000	1780	600
- autres					23	
P.D.R.I.	1648	14600	19800	26400	30000	18800
DIVERS				2600	5100	7990
- dév.int. Mellègue					1920	1700
- dév. S.O Kef				767	1140	690
- dév int. Souassi				1698	2040	4100
- autres				135		1500
T O T A L	110429	134177	147692	188717	233754	231000
TOTAL INVEST AGRIC.	260544	279634	347092	393117	471154	563000
PART DE L'ADMINIST.	42.38	47.98	42.55	48.01	49.61	41.03

* Prévisions

TABLEAU N° 11-3

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

Branche : Entreprises Publiques

en 1.000 D

	1987	1988	1989	1990	1991	1992*
HYDRAULIQUE	17262	18473	16710	4000	4600	6615
- OMVVM BIRD II	1915	839				
- OMIVAN BIRD II	1465	829	777			
- Irr. perm. centre	595	2466	1717			
- FIDA Sidi Bouzid	1213	670	1414			
- OMIVA Souassi	300	324	742			
- Dév. Sud-Ouest Kef	120		1254			
- Ges. Ent. PPI	1061	4994	4164			
- Irr. App. Céréale	682	310				
- O.T.D.	3350	3047	1500	2000	1000	1500
- Autres Proj. Hyd.	4663	2937	2446			
- Consol. Offices	1898	2057	2696			
- pr. Régime Maatoug				2000	3600	5115
ETUDES, RECH. VULG.	2949	2344	1998	500	300	500
ELEVAGE	22213	16454	19655	13900	20100	22000
- O.E.P.	2259	2117	5450	3805	6580	6461
- Off. Sylvop�stor.	1127	3713	4300	2851	5281	6619
- OMIVA Souassi	277	160	225			
- Dév. S.O Kef			720			
- F.N.A.R.K.	3580			220	185	90
- O.T.D.	11970	1667	1600	1224	2000	1500
- Stés Mise en Val.		8767	7960	5800	6054	7330
PECHE	1760	1180	0	0	0	0
- O.N.P.	760	460				
- Aquaculture	1000	720				
MATERIEL AGRICOLE	3709	4264	3710	4100	6100	5500
- SONAM	639	270	1200	954	1700	1700
- SONAPROY		3700	1820	220	105	500
- O.T.D.	1870		500	2100	2795	1700
- Stés Mise en Val.	1200	294	190	600	1500	1600
- compl. sucri�r				226		

(suite de tableau a la page suivante)

TABLEAU 11-3 (suite)

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES
Branche : Entreprises Publiques

en 1.000 D

	1987	1988	1989	1990	1991	1992*
STOCKAGE CEREALES	5781	924				
ARBORICULTURE	2938	3852	2866	2100	3600	4000
- FIDA Sidi Bouzid	1023	1818	1124			
- OMIVA Souassi	455	41				
- Dév. S.O Kef			162			
- O.T.D.	1030	1023	1000	1100	2100	2000
- Stés Mise en Val.	430	970	580	1000	1500	2000
FORETS ET C.E.S.	974	1472	3071	0	1100	2000
- Lutte désert SPZ	163	253	153			
- OMIVA Souassi	561	131	58			
- Dév. S.O Kef			1030			
- O.T.D.	250	1088	1000		1100	2000
- B.V. Merguellil			780			
DIVERS	5379	3994	7090	4800	4600	10085
- Tunisie Centrale	1230	1030	1592			
- OMIVA Souassi	561	333	994			
- Dév. S.O Kef			218			
- O.T.D.	1753	995	1000	1900	1600	2000
- Stés Mise en Val.	1486	984	2837	2678	2752	3285
- Autres	349	652	449	222	248	4800
T O T A L	62965	52957	55100	29400	40400	50700
Total Invest. Agr.	260544	279634	347092	393117	471154	563000
Part des Ent. Pub.	24.17	18.94	15.87	7.48	8.57	9.01

* Prévisions

TABLEAU 11-3 (suite)

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES
Branche : Entreprises Publiques

en 1.000 D

	1987	1988	1989	1990	1991	1992*
STOCKAGE CEREALES	5781	924				
ARBORICULTURE	2938	3852	2866	2100	3600	4000
- FIDA Sidi Bouzid	1023	1818	1124			
- OMIVA Souassi	455	41				
- Dév. S.O Kef			162			
- O.T.D.	1030	1023	1000	1100	2100	2000
- Stés Mise en Val.	430	970	580	1000	1500	2000
FORETS ET C.E.S.	974	1472	3071	0	1100	2000
- Lutte désert SPZ	163	253	153			
- OMIVA Souassi	561	131	58			
- Dév. S.O Kef			1030			
- O.T.D.	250	1088	1000		1100	2000
- B.V. Merguellil			780			
DIVERS	5379	3994	7090	4800	4600	10085
- Tunisie Centrale	1230	1030	1592			
- OMIVA Souassi	561	333	994			
- Dév. S.O Kef			218			
- O.T.D.	1753	995	1000	1900	1600	2000
- Stés Mise en Val.	1486	984	2837	2678	2752	3285
- Autres	349	652	449	222	248	4800
T O T A L	62965	52957	55100	29400	40400	50700
Total Invest. Agr.	260544	279634	347092	393117	471154	563000
Part des Ent. Pub.	24.17	18.94	15.87	7.48	8.57	9.01

* Prévisions

TABLEAU N° 11-4

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

Branche : Entreprises Privées

en 1.000 D

	1987	1988	1989	1990	1991	1992*
HYDRAULIQUE	17200	24000	30000	32000	30000	46493
ELEVAGE	9000	11800	19400	20000	25000	39970
ARBORICULTURE	19210	21700	32200	47000	55300	63500
MATERIEL AGRICOLE	28150	19400	18500	30000	40000	58500
PECHE	8500	9600	36600	38000	38000	48159
FORETS ET C.E.S.	1000	1500	1100	1000	1000	3042
DIVERS	3790	4500	6500	7000	7700	21636
T O T A L	87150	92500	144300	175000	197000	281300
Total Inv. Agric.	260544	279634	347092	393117	471154	563000
Part Entr. Privées	33.45	33.08	41.57	44.52	41.81	49.96

* Prévisions

III- FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

TABLEAU N° III

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

en 1.000 D

	1987	1988	1989	1990	1991	1992*
BUDGET DE L'ETAT	108069	112660	136332	173976	187377	192379
- Administration	68586	66978	79120	121776	134877	137164
- Entrep. Publiques	15422	19830	14900	3800	8000	12915
- Entrep. Privées	24061	35852	42312	48400	44500	42300
HORS BUDGET	64201	61742	93372	76741	110077	104585
- Administration	41843	47199	68572	66941	98877	93836
- Entrep. Publiques	20358	14543	23300	7800	9200	10749
- Entrep. Privées	2000		1500	2000	2000	
CREDITS BANCAIRES	54587	50185	50000	60000	75700	124000
- Entrep. Publiques	18719	12268	11700	12500	15700	15000
- Entrep. Privées	35868	37917	38300	47500	60000	109000
FONDS PROPRES	33687	25047	67388	82400	98000	142036
- Entrep. Publiques	8466	6316	5200	5300	7500	12036
- Entrep. Privées	25221	18731	62188	77100	90500	130000
T O T A L	260544	279634	347092	393117	471154	563000

* Prévisions

IV- BALANCE COMMERCIALE ALIMENTAIRE

TABLEAU N° IV

BALANCE COMMERCIALE ALIMENTAIRE

Q : en 1.000 T

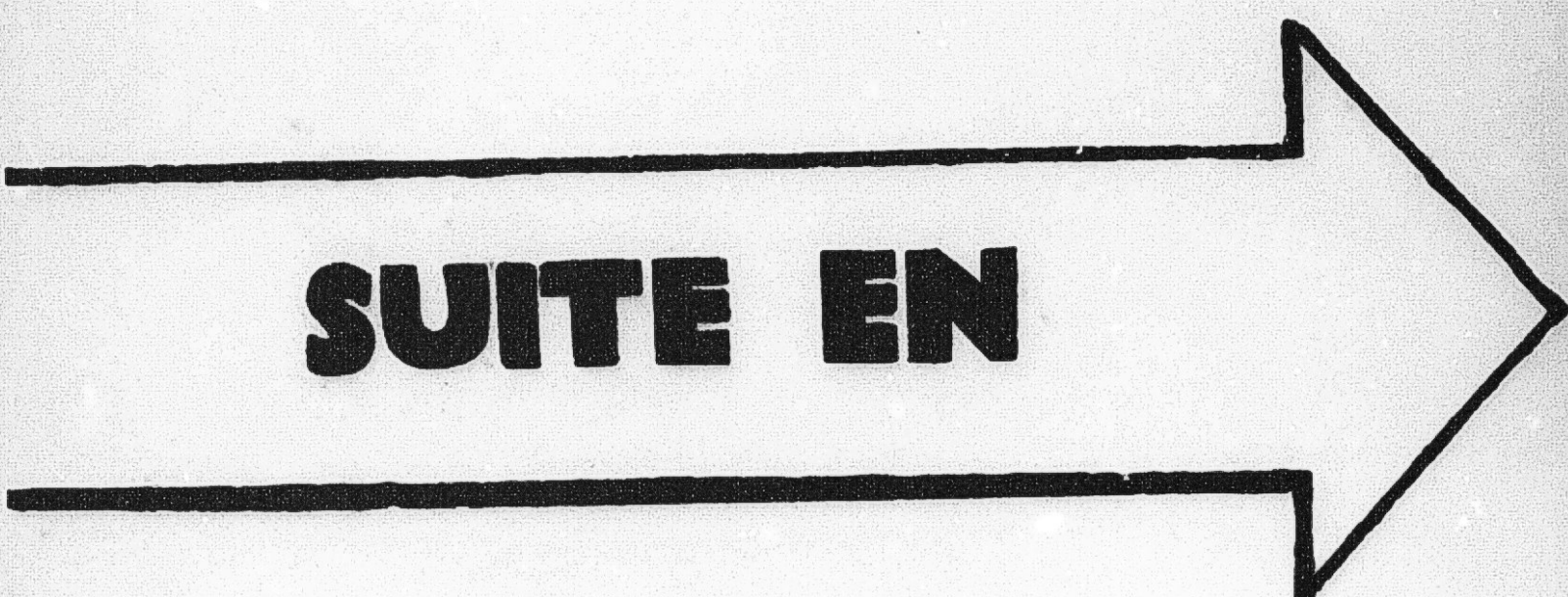
V : en M.D.

	1988		1989		1990		1991*		1992**	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
IMPORTATIONS :										
- blé dur	615	85	645	99.4	146.5	30	142.2	16.6	125	16.8
- blé tendre	736.5	87	611	104.9	114.1	94.1	493.5	44.4	600	56.7
- orge	519	54	154.6	24.4	127.7	16.8				
- maïs	227	27.5	259.7	45.2	294.3	35.6	238.6	30.6	280	37.7
- sorgho			60.6	10	115	12.8				
- lait et dériv.	43	45.1	35	54.7	36.4	42.5	22	29.7	26	36.8
- huiles alim.	118.4	42.1	139.4	57.3	129.6	53.2	129	55	100	44.8
- poivre	1.2	4	0.7	2.3	0.6	1.4	1	2	1	2.1
- pom. de terre	47.9	12.5	25.1	8.8	26.1	8.4	30	10	30	10.5
- légumineuses	9.2	3.4	9.7	4.7	2.4	1.7	8	4.5		
- sucre	156	34.5	176.4	47	207.9	70.9	147	50	180	64.3
- thé et café	20	26.6	15	19.7	17.2	22.3	16	22	17	24.5
- viandes	15	29.1	16	21.3	14	23.5	16	23.1	16	24.3
- autres		35.7		59.3		31.1		33		55.8
EXPORTATIONS										
- huile d'olive	52.2	70.7	46.9	41.5	49.7	106.9	160	266	80	133
- pr. de la mer	17.30	26.90	14.50	84.40	17.36	101.1	14	76	15	85.5
- dattes	15.8	33.7	16.6	37.8	18	44.9	17	40	20	49.4
- agrumes	43.3	13.3	40.5	13.3	29.3	9.8	26	11	25	11.1
- prép. céréales	4	7.9		10.7	1.97	9.4				
- harissa		11.4	1.7	3.2	1.7	3.6				
- vins et liqu.	184	6.6	80	4	90	4.3	110	15	120	17.2
- pomme de terre	5	1	5.1	1.2	17.9	3.9	7	2.5	7	2.6
- autres		15.7		31		37.6		69.6		77.2
SOLDE										
		-221.3		-221.9		-122.8		159.2		1.7
TAUX DE COUVERTURE		52.83		48.65		72.36		149.61		100.45

* : probable

** : révisionnel

V- L'EMPLOI AGRICOLE



SUITE EN

F

3



MICROFICHE N°

07654

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F 3

TABLEAU N° V

L'EMPLOI AGRICOLE

	1980	1984	1989	1990
AIDES FAMILIAUX	573600	537000	500000	520000
- masculins	271400	250000	205000	280000
- féminins	302200	287000	295000	240000
MAIN D'OEUVRE SALARIEE	148300	111000	147000	145000
- permanente	46000	42000	46000	52000
- temporaire	102300	69000	101000	93000

Source : Ministère de l'Agriculture
DGPDIA
Enquêtes Agricoles de Base.

VI- L'HYDRAULIQUE

VI-1 Situation dans les barrages.

VI-2 Les périmètres irrigués.

TABLEAU N° VI-1

SITUATION DANS LES BARRAGES

en 1.000 m3

BARRAGES	le 4 Décembre de chaque année!		
	1990	1991	variat.
BARRAGES DU NORD :	610180	917830	50.42
- Eau potable :	33200	96780	191.51
* Béni Metir	17200	36780	113.84
* Kasseb	16000	60000	275.00
- Eau potable/irrigat.	499780	656810	31.42
* Sidi Salem	364800	505160	38.48
* Joumine	40380	90900	125.11
* Mellegue	94600	60750	-35.78
- Irrigation :	77200	164240	112.75
* Bouheurtma	29930	82810	176.68
* Siliana	36760	67200	82.81
* Lakhmès	2710	5720	111.07
* Rhezala	7800	8510	9.10
BARRAGES DU CAP BON :	20910	41040	96.27
* Bezirk	1140	4640	307.02
* Chiba	1970	5440	176.14
* Masri	2270	5850	157.71
* Lebna	15530	25110	61.69
BARRAGES DU CENTRE :	286650	306070	6.77
* Nebhana	19980	36400	82.18
* Sidi Saad	206160	195410	-5.21
* Bir M'cherga	37000	49310	33.27
* Houareb	23510	24950	6.13
TOTAL	917740	1264940	37.83

TABLEAU N° VI-2

LES PERIMETRES IRRIGUES

en hectares

	1986	1987	1988	1989	1990
Superficie irrigable	256700	258900	270900	278000	288000
Superficie physiquement irriguée	187900	205300	219900	236000	232000
Superficie effectivement irriguée	206400	222000	238600	263000	255000
Taux d'intensification	80.41	85.75	88.08	94.60	88.54
Taux d'utilisation	73.20	79.30	81.17	84.89	80.56

VII- LES FORÊTS ET PARCOURS

VII-1 Superficies sylvo-pastorales en 1991.

VII-2 Prévision des travaux de forestation pour 1992.

TABLEAU N° VII-1 SUPERFICIES SYLVO-PASTORALES (1991)

en 1.000 Ha

LES FORETS	930
- Forêts naturelles	368
- Reboisements	300
- Maquis, garrigues, steppes	262
LES PARCOURS	5333
- Nappes alfatières	433
- Parcours forestiers	900
- Parcours collectifs	1691
- Parcours domaniaux	1055
- Parcours privés	1254

TABLEAU N° VII-2 PREVISION DES TRAVAUX DE FORESTATION
POUR L'ANNEE 1992

- REBOISEMENT (Ha)	13300
- PLANTATION ARBUSTES FOURRAGERS (Ha)	20000
- AMENAGEMENT PASTORAL (Ha)	46700
- LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION :	
* confection de tabias (Km)	400
* rehaussement de tabias (Km)	750
- AUTRES TRAVAUX :	
* ouverture de pistes (Km)	240
* entretien de pistes (Km)	1345
* ouverture de pare-feux (Km)	105
* entretien de pare-feux (Km)	778
* production de plants (millions)	58

VIII- LES GRANDES CULTURES

VIII-1 Evolution des superficies, de la production et des rendements de céréales.

VIII-2 Evolution du désherbage chimique des céréales.

VIII-3 Superficies et production de betterave à sucre.

VIII-4 Superficies et production de légumineuses.

TABLEAU N° VIII-1

EVOLUTION DES SUPERFICIES, DE LA PRODUCTION ET DES RENDEMENTS CEREALIERES

Superf. : en 1.000 Ha

Produce. : en 1.000 Qx

Rendem. : en Qx/Ha

	1988-89			1989-90			1990-91			1991-92*		
	NORD	C-S	TOTAL	NORD	C-S	TOTAL	NORD	C-S	TOTAL	NORD	C-S	TOTAL
SUPERFICIES												
- blé dur	400	30	430	400	30	430	400	30	430	400	30	430
- blé tendre	120	70	190	120	70	190	120	70	190	120	70	190
- orge	20	170	190	20	170	190	20	170	190	20	170	190
- triticales	10	10	20	10	10	20	10	10	20	10	10	20
PRODUCTION												
- blé dur	2070	100	2170	2070	100	2170	2070	100	2170	2070	100	2170
- blé tendre	720	130	850	720	130	850	720	130	850	720	130	850
- orge	400	1100	1500	400	1100	1500	400	1100	1500	400	1100	1500
- triticales	100	100	200	100	100	200	100	100	200	100	100	200
RENDEMENTS												
- blé dur	5.52	1.92	4.04	5.52	1.92	4.04	5.52	1.92	4.04	5.52	1.92	4.04
- blé tendre	5.90	2.88	5.00	5.90	2.88	5.00	5.90	2.88	5.00	5.90	2.88	5.00
- orge	3.93	2.37	2.87	3.93	2.37	2.87	3.93	2.37	2.87	3.93	2.37	2.87
- triticales	11.07	11.07	21.06	11.07	11.07	21.06	11.07	11.07	21.06	11.07	11.07	21.06

* prévisions.

TABLEAU N° VIII-2 EVOLUTION DU DESHERBAGE CHIMIQUE DES CEREALES

en hectares

! GOUVERNORAT	! 1984-85	! 1985-86	! 1986-87	! 1987-88	! 1988-89	! 1989-90	! 1990-91	! 1991-92*
! TUNIS	! 615	! 337	! 740	! 0	! 427	! 488	! 401	! 650
! ARIANA	! 21312	! 23638	! 26343	! 1509	! 11356	! 24150	! 25000	! 31000
! BEN AROUS	! 2729	! 3030	! 3765	! 130	! 1764	! 4847	! 3230	! 4000
! ZAGHOUAN	! 25100	! 3402	! 32000	! 136	! 2932	! 16863	! 26000	! 36000
! NABEUL	! 9153	! 5908	! 9613	! 135	! 4087	! 2615	! 1680	! 5000
! BIZERTE	! 61816	! 74104	! 63148	! 23164	! 66402	! 55827	! 60000	! 69000
! BEJA	! 75500	! 61298	! 80310	! 56574	! 46400	! 69000	! 77000	! 80000
! JENDOUBA	! 23611	! 15404	! 15744	! 8410	! 10908	! 13174	! 14200	! 27000
! SILIANA	! 36436	! 34419	! 53683	! 796	! 6020	! 12000	! 29215	! 60000
! LE KEF	! 25987	! 23969	! 44000	! 507	! 16247	! 1500	! 17600	! 48000
! KAIROUAN							! 1200	! 1500
! SOUSSUE							! 1446	! 3000
! SIDI BOUZID								! 1100
! T O T A L	! 282259	! 245409	! 329346	! 71361	! 166543	! 200464	! 256972	! 366250

* prévisions.

TABLEAU N° VIII-4

SUPERFICIES ET PRODUCTION DE LEGUMINEUSES

Sup. : en Ha
Prod.: en T

	1988		1989		1990		1991		1992*	
	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.	Sup.	Prod.
Fèves	23615	10450	30400	17500	30420	17510	38480	34900	35550	32000
Fèveroles	7335	3880	8450	5830	8450	5850	9250	9370	8000	8000
Petits pois	4740	2100	6750	3900	6740	3970	8890	8430	13560	12740
Lentilles	1667	500	4300	2200	4315	2170	3280	1100	4350	1430
Pénu grec	2231	1600								
Pois chiches	22654	13170	30060	19400	31300	18640	44540	31820	35000	24500
Haricot	803	300	1320	460	1430	860	1960	1380	1900	1330
T O T A L	63045	32000	81280	49350	82655	49000	106400	87000	98360	80000

* prévisions.

IX- 1. L'ARBORICULTURE

IX-1 Evolution des nouvelles plantations arboricoles.

IX-2 Evolution de la production arboricole.

TABLEAU N° IX-1

EVOLUTION DES NOUVELLES PLANTATIONS ARBORICOLES

Unité : l'hectare

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
! Olivier à huile	2000	2216	1828	1797	1183	3147	8000	13100	27900	24740
! Agrumes	76	102	72	113	172	168	122	261	206	265
! Vigne de cuve	669	742	515	398	233	476	203	311	980	980
! Vigne de table	548	501	470	595	742	1022	587	729	700	702
! Amouier	5270	8200	6700	9600	9700	9514	11300	10850	13080	12283
! Abricotier	285	370	450	400	635	602	647	1290	1136	1860
! Palmier dattier	176	432	690	545	690	423	480	500	580	600
! Olivier de table	763	507	681	716	778	911	1140	750	1100	1260
! Pêcher	2600	1596	2350	3030	5230	2910	1994	3145	2286	2069
! Pommier	1250	1320	1250	2350	2630	2330	1539	2109	2248	1940
! Poirier	770	990	970	1470	1740	1280	880	1370	1134	976
! Prunier					948	526	420	626	522	604
! Pistachier	1800	620	1260	1170	1690	3490	4148	6670	8150	5311
! Grenadier					632	830	864	870	817	1092
! Cognassier					35	20	16	15	33	32
! Néflier					16	18	10	12	30	16
! Figuier					1664	1800	1170	1290	933	1487

TABLEAU N° 11-2

EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Unité : 1.000 T

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Olives à huile	400	275	750	475	525	570	500	270	650	825
Agrumes	156	138	220	196	252	250	230	260	236	223.6
Raisin de cuve	52	70	82	68	51	63	35	38	40	60
Raisin de table	28	35	45	50	50	55	45	50	40	60
Ananes	30	37	42	51	42	46	30	35	52	40
Abricots	18	20	19	19	17	20	15	19	17	20
Dattes	45	60	46	60	69	56	70	75	75	75
Olives de table	10	12	15	13	13	13	13	7	13	14
Pêches	21	25	27	35	39	37	26	31	35	40
Pommes	19	22	23	28	35	39	30	40	43	40
Poires	13	17	18	27	30	33	23	32	29.5	32.6
Prunes	7	9	11	12	6	7	5	6	6.8	8
Pistaches	0.06	0.07	0.1	0.4	0.3	0.4	0.2	0.4	0.6	0.62
Grenades	20	21	22	32	35	34	32	37	38.5	41
Coigns	5	7	7	8	8	7	3	3	4.5	3
Nefles	1	1	2	2	1	2	2	2	2.1	2.4
Pignes	20	22	23	24	24	26	15	22	27	28

X- LES CULTURES MARAÎCHÈRES

X-1 Evolution des superficies, de la production et des rendements maraîchers.

X-2 Superficies des cultures sous serres.

TABLEAU N° X-1

EVOLUTION DES SUPERFICIES, DE LA PRODUCTION ET
DES RENDEMENTS MARAICHERSSup. : en hectares
Prod. : en tonnes

	1989	1990	1991	1992*
SUPERFICIES	120700	139400	143400	140890
- pomme de terre	16000	15900	17000	17300
- tomate	19300	21000	22500	22200
- piment	11300	14000	16800	15830
- melon-pastèque	25800	40500	41600	40900
- artichaut	1600	1500	1500	1660
- oignons	6700	6500	14000	8000
- légumes divers	40000	40000	30000	35000
PRODUCTION				
- pomme de terre	180000	217000	220000	225000
- tomate	440000	530000	590000	600000
- piment	110000	175000	180000	190000
- melon-pastèque	250000	450000	450000	450000
- artichaut	13500	12000	9000	12000
- oignons	121000	100000	220000	120000
- légumes divers	279000	320000	210000	340000
RENDEMENT				
- pomme de terre	11.25	13.65	12.94	13.01
- tomate	22.80	25.24	26.22	27.03
- piment	9.73	12.50	10.71	12.00
- melon-pastèque	9.69	11.11	10.82	11.00
- artichaut	8.44	8.00	6.00	7.23
- oignons	18.06	15.38	15.71	15.00
- légumes divers	6.98	8.00	7.00	9.71

* prévisions

GOUVERNORAT	TOMATE	PIMENT	MELON	DIVERS	TOTAL
SOUSSE	29.70	61.20	6.90	4.75	102.55
MONASTIR	103.94	262.67	20.37	35.72	422.70
MAHDIA	16.63	191.68	34.52	10.12	252.95
GABES	7.63	17.48	22.74	10.94	58.79
MEDENINE	6.50	5.50	1.00	2.50	15.50
KEBILI	1.59	1.89	6.10	12.28	21.86
TATAOUINE	1.00	1.52	1.01		3.53
GAFSA	8.00	11.00	7.00	4.50	30.50
TOZEUR	4.70	3.25	2.75	1.55	12.25
SIDI BOUZID	14.50	18.40	0.35	0.55	33.80
KAIROUAN	28.40	11.00	1.00	1.00	41.40
NABEUL	66.00	7.80	6.10	10.10	90.00
ZAGHOUAN	0.21	0.49	0.50		1.20
BEN AROUS	1.14	0.68	0.26	0.94	3.02
TUNIS	0.47	0.26	0.21	0.16	1.10
ARIANA	1.93	2.86	0.20	0.25	5.24
BIZERTE	9.45	6.70	0.97	1.40	18.52
BEJA	4.61	3.37		0.50	8.48
JENDOUBA	2.15	0.05	0.15	0.05	2.40
KASSERINE					0.00
SFAX	24.17	85.41	3.53	10.55	123.66
T O T A L	332.72	693.21	115.66	107.86	1249.45
Rappel 1989-90	311.42	623.26	91.33	92.05	1118.06

XI- L'ELEVAGE

XI-1 Evolution des effectifs.

XI-2 Evolution des productions animales.

TABLEAU N° XI-1

EVOLUTION DES EFFECTIFS

en 1.000 unités femelles

	1986	1987	1988	1989	1990	1991*
BOVINS	334	355	346	344	348	357
OVINS	3182	3322	3199	3126	3266	3312
CAPRINS	562	627	618	652	672	693

* : estimation provisoire

TABLEAU N° XI-2

EVOLUTION DES PRODUCTIONS ANIMALES

en 1.000 T

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Viande bovine	33.28	33.28	33.8	33.8	33.8	35.9
Viande ovine	31.5	31.57	36.495	33.3	33.75	33.98
Viande caprine	4.62	5.04	5.88	5.46	5.88	5.42
Viande avicole	42	41.25	44.475	47.625	46.5	52.5
Autres viandes	3	3.5	4.25	4.5	4.7	4.85
Oeufs (millions)	1046	930	1129.6	1029	1000	1078
Lait	325	356	370	380	400	419

La production de viande est exprimée en poids carcasse.

XII- LA PECHE

XII-1 Evolution de la flottille.

XII-2 Evolution de la production de la pêche.

TABLEAU N° XII-1

EVOLUTION DE LA FLOTTILLE

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
- Chalutiers	259	285	294	331	396	422
- Sardiniers	229	271	298	305	308	318
- Thonniers	43	37	45	41	45	-
- Barques côtières	9534	9997	10563	11371	11605	11805

TABLEAU N° XII-2

EVOLUTION DE LA PRODUCTION
DE LA PECHE

en 1.000 T

	1987	1988	1989	1990	1991	1992*
- Côtière	45	49.3	46.11	40.5	37.5	45
- Chalut benthique	15	15.46	16.48	16	14.7	17
- Chalut pélagique	3	1.8	1.53	1.5	1.5	2
- Feu-hlig	32.5	32	27.43	26.8	32	31
- Autres	4	4.2	3.5	3.8	4.3	5
T O T A L	99.5	102.76	95.05	88.6	90	100

* Prévisions.

FIN

137

VUES